

La mobilité interprovinciale au Canada

par

Marcel Bédard

361014

Mémoire présenté au Département de science économique

De l'Université d'Ottawa

Pour l'obtention du diplôme de Maîtrise

Directeur du mémoire : Professeur Gilles Grenier

ECO 7997

Ottawa, Ontario

Mars 1990

La mobilité interprovinciale au Canada

par

Marcel Bédard

361014

Mémoire présenté au Département de science économique

De l'Université d'Ottawa

Pour l'obtention du diplôme de Maîtrise

Directeur du mémoire : Professeur Gilles Grenier

ECO 7997

Ottawa, Ontario

Mars 1990

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre I :</u>	<u>Introduction</u>	.....	1
<u>Chapitre II :</u>	<u>Fondements théoriques</u>	.....	8
<u>Chapitre III :</u>	<u>Littérature canadienne sur les</u> <u>migrations interrégionales</u>	.....	16
<u>Chapitre IV :</u>	<u>Résultats d'estimations : composante du</u> <u>marché du travail</u>	.....	28
	IV.1	Introduction	.....28
	IV.2	Cadre empirique général	.....31
	IV.3	Composante du marché du travail : version interprovinciale	.....33
	IV.4	Résultats de régressions : modèles I à IV	.....35
	IV.5	Conclusion	.....38
<u>Chapitre V :</u>	<u>Résultats d'estimations : composante</u> <u>institutionnelle</u>	.....	44
	V.1	Introduction	.....44
	V.2	Composante institutionnelle : version interprovinciale	.....48
	V.3	Modèle V : résultats de régressions	.....50
	V.4	Modèle VI : une alternative	.....52
	V.5	Modèle VI : résultats de régressions	.....55
	V.6	Conclusion	.....59

Chapitre VI : Conclusion67

Annexe 1 : Définitions et sources de données des
 variables de l'analyse de régressions.....71

Annexe 2 : Statistiques des variables de l'analyse
 de régression74

Notes77

Bibliographie79

I INTRODUCTION

La théorie économique prédit que les forces concurrentielles du marché devraient à long terme éliminer les disparités régionales purement économiques. Ces forces du marché (mobilité du travail et du capital) sont essentielles au bon fonctionnement du processus d'ajustement économique. En permettant les déplacements de la population des régions économiques défavorisées vers les régions plus favorisées, la mobilité du facteur travail contribue à rapprocher l'économie de l'équilibre à long terme.

Néanmoins, certaines interventions gouvernementales, dont les objectifs économiques nationaux peuvent paraître pertinents, contribuent parfois à accentuer les disparités économiques régionales. Par exemple, l'attention particulière portée à la lutte contre l'inflation à la fin des années 1970 et au début des années 1980 ne pouvait être perçue sans faire référence aux disparités régionales. Les taux d'inflation élevés à cette époque pouvaient, par exemple, demander des politiques monétaire et budgétaire restrictives exigeant une contraction de la demande agrégée. Mais les taux de chômage déjà très élevés de la région de l'Atlantique ne pouvaient qu'être poussés davantage vers des niveaux encore plus inacceptables. Il en est de même avec la politique monétaire de la fin des années 1980. Visant à réduire la surchauffe de l'économie ontarienne, le maintien des taux d'intérêt élevés est vivement dénoncé par les autres provinces

canadiennes qui, ne s'étant pas remises de la récession de 1982-1983 de façon aussi marquée que l'Ontario, craignent pour leur croissance économique à venir. Dans de telles circonstances le processus d'ajustement économique par la mobilité du travail est censé fonctionner pour qu'à long terme les disparités régionales purement économiques disparaissent, et que l'équilibre soit de nouveau atteint (en supposant que l'ajustement par la mobilité du capital s'effectue correctement).

Or, l'existence perpétuelle de disparités économiques régionales importantes au Canada suffit pour douter du bon fonctionnement de la mobilité interrégionale de la main-d'oeuvre comme processus d'ajustement économique.

Le fonctionnement du processus d'ajustement économique par la mobilité de la main-d'oeuvre peut par contre avoir été affecté par les développements technologiques et institutionnels des dernières années. D'un côté nous observons des facteurs qui, a priori, devraient favoriser la mobilité du travail comme, par exemple, les progrès importants dans les domaines du transport et des communications qui réduisent les coûts de déplacement de la main-d'oeuvre, un facteur habituellement important quand vient le temps de prendre la décision d'émigrer. De la même façon, l'établissement du programme d'assurance-chômage peut avoir contribué à réduire les coûts du chômage et à favoriser la mobilité en aidant à financer le déménagement. Mais de l'autre

coté, ce même programme d'assurance-chômage peut également avoir pour effet de réduire les pressions qui s'exercent sur les gens à l'égard du départ des régions qui ont des difficultés économiques, comme ce peut être le cas de tout programme ou transfert visant la sécurité du revenu.

L'accroissement continu des enveloppes du gouvernement fédéral consacrées aux programmes et aux transferts dans toutes les régions du Canada, particulièrement pendant les années 1970, a possiblement largement contribué à réduire les coûts d'être en difficulté économique. Les transferts du gouvernement fédéral se retrouvent sous deux formes. Les "transferts du fédéral aux provinces", qui comprennent les transferts au titre de la péréquation, mais également les transferts pour les programmes établis, comme les pensions aux personnes âgées et aux aveugles, les allocations aux invalides, l'assistance-chômage, le régime d'assistance publique du Canada, les subventions à l'enseignement postsecondaire, pour n'en nommer que quelques uns.

Mais on entend aussi par transferts, les "transferts du gouvernement fédéral aux particuliers" des provinces, dont le programme d'assurance-chômage est la composante la plus importante. Mais comme nous traiterons l'assurance-chômage séparément, les transferts aux particuliers dans cette étude comprennent les allocations familiales, les pensions de première et seconde guerres mondiales, les allocations aux anciens

combattants, les pensions de la fonction publique, les paiements à la caisse de sécurité de la vieillesse, les bourses d'études et subventions à la recherche, les allocations à la formation professionnel des adultes, projets d'initiatives locales et autres transferts divers, et bien sûr, le Régime de Pension du Canada et le Régime des Rentes du Québec.

Ces transferts donc, contribuent à augmenter la qualité de vie des habitants de chaque provinces et par conséquent, réduisent peut-être les avantages nets de la migrations, particulièrement si les transferts sont plus généreux dans une province que dans une autre. Ainsi, l'introduction de "disparités régionales" dans l'application et la générosité du programme d'assurance-chômage en 1971 et dans le système de paiements de transferts aux provinces quelques années plus tard, ont probablement fait en sorte que les coûts de la migration soient différents d'une région à l'autre.

Il se peut que ces changements institutionnels aient fait en sorte que l'importance des facteurs économiques traditionnels qui expliquent la mobilité interrégionale de la main-d'oeuvre au Canada se soit amoindrie dans le temps. Comme résultat, l'efficacité de la mobilité interrégionale de la main-d'oeuvre comme processus d'ajustement pour réduire les disparités économiques régionales se serait affaiblie.

L'objectif de cette étude est de vérifier si l'évolution dans le temps, particulièrement depuis 1971, des interventions gouvernementales auprès des provinces et des particuliers (prestations d'assurance-chômage et transferts du fédéral aux provinces) ont modifié le comportement des variables économiques traditionnelles (distance, rémunération, chômage) dans l'explication des mouvements migratoires interprovinciaux au Canada. L'année 1971 a été choisie car elle marque le début d'une période de changements nombreux qui se sont produits pendant les années 1970 (loi sur l'assurance-chômage, choc du pétrole, accroissements des paiement de transferts etc.). En nous inspirant d'une étude de Paul Shaw publiée en 1985 qui analysait les migrations intermétropolitaines au Canada à l'aide de données tirées de quatre recensements de la population, nous analysons les migrations interprovinciales avec des données annuelles tirées du fichier des allocations familiales et couvrant la période de 1966 à 1985.

Notre étude se divise comme suit. Dans le chapitre deux nous établissons brièvement les fondements théoriques de l'étude des mouvements migratoires interrégionaux. Le chapitre trois résume les études pertinentes sur les migrations interrégionales au Canada qui, d'une façon ou d'une autre, ont tenté de vérifier notre hypothèse de base. Une attention particulière est accordée à l'étude de Shaw mentionnée plus haut. Le quatrième chapitre explique en détail, tout en soulignant les aspects qui

différencient notre étude des autres études canadiennes, notre méthodologie, nos données et nos résultats empiriques sur les modèles de migrations interprovinciales portant sur l'aspect "marché du travail". Dans ce chapitre nous analysons également les changements après 1971 des coefficients de chaque variable explicative des modèles. Dans le chapitre cinq nous analysons les résultats de l'introduction de variables institutionnelles dans le modèle de migration interprovinciale et examinons plus rigoureusement les changements après 1971 des coefficients des variables expliquant les migrations interprovinciales au Canada.

Les résultats d'estimations de nos différents modèles de migration interprovinciale au Canada montrent que les résidents des provinces canadiennes sont plus réticents à émigrer après 1971. Cette conclusion vient de la combinaison de deux facteurs. D'une part, les variables explicatives de l'émigration interprovinciale, qui normalement favorisent l'émigration, la favorisent moins après 1971. D'autre part, les variables explicatives, qui normalement défavorisent l'émigration (qui retiennent les émigrants) la défavorisent davantage après 1971. Ces résultats diffèrent en partie de ceux de l'étude de Shaw qui concluait que les variables économiques (qu'elles favorisent ou retiennent l'émigration) avaient moins d'importance après 1971.

En outre, nos résultats indiquent que les variables institutionnelles contribuent à réduire les mouvements

migratoires interprovinciaux au Canada, mais ne suffisent pas à expliquer tous les changements dans les coefficients des variables traditionnelles du marché du travail après 1971.

II FONDEMENTS THÉORIQUES

La théorie derrière la mobilité interprovinciale de la main-d'oeuvre est basée sur le fait que la main-d'oeuvre est un facteur de production. La mobilité agit donc comme processus d'allocation du facteur travail. L'allocation efficace de la main-d'oeuvre requiert que celle-ci se dirige vers les régions où les opportunités sont les plus avantageuses. Étant donné les coûts impliqués par la relocalisation, la mobilité se fera là où les avantages nets (avantages moins coûts) sont les plus élevés.

En suivant la pensée de Sjaastad (1962) nous pouvons traiter la mobilité interprovinciale de la main-d'oeuvre comme un investissement en capital humain. Les coûts de l'investissement sont la valeur présente des gains actuels au lieu d'origine plus tous les coûts monétaires et non-monétaires directement associés à la migration. Par exemple, les coûts de transport, du chômage pendant la recherche d'emploi, et les coûts psychiques reliés à l'éloignement de sa famille etc., viendront réduire les avantages de l'investissement. Les rendements de l'investissement sont la valeur présente des gains futurs escomptés de la migration, plus les autres avantages monétaires et non-monétaires, tels le rapprochement des parents, le climat etc.. L'investissement en capital humain, dans notre cas la mobilité interrégionale, devrait se faire tant et aussi longtemps que les avantages de la migration excèdent les coûts.

Les migrations entre "i" et "j" doivent préférablement être assimilées à des flux bruts unidirectionnels, plutôt qu'à des flux nets bidirectionnels. Les recherches ont montré que l'utilisation de mouvements nets tend à masquer le fait que l'immigration et l'émigration internes réagissent différemment aux paramètres socio-économiques (Vanderkamp (1971)).

Les coûts et les avantages de la migration ne sont pas directement observables. Le reste de ce chapitre identifie brièvement une série de variables susceptibles de représenter les coûts et les avantages reliés à la migration interrégionale, traduisant ainsi la théorie en une série d'hypothèses vérifiables ¹.

Du côté des coûts, la distance entre la région d'origine et la région de destination est la principale variable représentant les coûts monétaires directs. Mais la distance traduit également certains coûts non-monétaires comme, par exemple, la perte de contact avec la famille, les amis et, dans certains cas, le climat de la région d'origine. Par conséquent plus la distance entre deux régions est élevée plus il en devient coûteux de se relocaliser. La migration de "i" vers "j" sera donc négativement reliée à la distance. Au Canada, toutefois, certains coûts ne peuvent être captés adéquatement par la variable de distance. Les membres de la société distincte du Québec, par exemple, peuvent subir des pertes de revenus psychiques s'ils se joignent

à une province anglophone. Ce critère doit donc être pris en considération dans le calcul des coûts de l'émigration des québécois francophones. Ainsi l'émigration des résidents de la province du Québec sera plus faible à cause du caractère francophone de la culture québécoise.

Du côté des avantages, le facteur le plus important est sans doute le niveau de revenu salarial que le migrant potentiel aspire gagner dans la région de destination s'il décide d'y déménager. Cependant, parce que la perte du revenu salarial de la région d'origine représente un coût qu'il faut soustraire, nous devons inclure la rémunération à la région d'origine et à la région de destination séparément. La justification pour exprimer les variables à l'origine et à la destination séparément dans les équations de migration relève de l'hypothèse d'asymétrie des paramètres expliquant les mouvements migratoires. Il revient à Courchene (1970) et Vanderkamp (1971) d'avoir montré que les modèles dans lesquels on pose que les caractéristiques des points d'origines et de destination ont une égale importance contribuent à masquer les effets réels des rémunérations. Ils ont montré que le niveau des salaires du point de destination "j" est plus étroitement lié au taux d'émigration (effet positif) que le niveau des salaires du point d'origine (effet négatif). La migration de "i" vers "j" sera donc positivement reliée au niveau de rémunération de la région de destination (région "j")

et négativement reliée au niveau de rémunération de la région d'origine (région "i").

Par contre un taux de rémunération élevé dans une région peut très bien coexister avec un taux de chômage élevé. Par conséquent, le taux de chômage à la région d'origine et à la région de destination doivent également être pris en considération dans le calcul des avantages nets de l'émigration. Contrairement aux rémunérations, la migration de "i" vers "j" sera positivement reliée au taux de chômage de la région d'origine et négativement reliée au taux de chômage de la région de destination.

Deux autres variables viennent compléter la modélisation des facteurs du marché du travail pouvant influencer les migrations. Ces deux variables représentent les possibilités d'emploi et les variations des cycles économiques des différentes régions. Les justifications évoquées à l'introduction de ces variables dans les équations de migration ne sont pas nécessairement reliées au calcul des avantages et des coûts de la migration.

Shaw (1985) justifiait l'utilisation d'une variable de croissance de l'emploi principalement à cause de la performance de la variable de chômage, particulièrement exprimée à la région d'origine, qui donne souvent de piètres résultats. On attribue généralement la cause au fait que le taux moyen de chômage ne

représente qu'imparfaitement l'état des autres marchés du travail et aux prestations d'assurance-chômage qui réduisent les coûts du chômage. D'autre part, Winer et Gauthier (1982) expliquaient la considération des possibilités d'emploi et de chômage comme des variables distinctes dans les modèles de migrations comme suit:

" Cela permet de retenir la possibilité que ces deux composantes (emploi et chômage) agissent indépendamment sur les anticipations des migrants potentiels quand à leur chance d'atteindre le revenu d'emploi moyen dans la province de destination." [Winer et Gauthier (1982) page 23]

Si l'on accepte ces justifications à l'introduction des deux variables dans le modèle de migration, les migrations de "i" vers "j" devraient être négativement reliées aux possibilités d'emploi de la région d'origine et positivement reliées aux possibilités d'emploi de la région de destination. Toutefois, l'introduction à la fois du chômage et de l'emploi dans une équation de migration nous peut poser un problème de spécification étant donné que l'emploi est utilisé dans le calcul du taux de chômage.

En ce qui concerne la représentation des variations des cycles économiques, Shaw (1985) est le premier chercheur à considérer les mises en chantiers dans une équation de migration. L'argumentation de Shaw était que les sommets et les creux des cycles économiques par lesquels la croissance de l'économie

canadienne doit passer ne sont pas nécessairement subits au même moment et de la même amplitude dans toutes les régions canadiennes. Cet argument est d'autant plus valide lorsque l'on considère les migrations entre les régions de plus petites tailles comme les régions métropolitaines de recensement. Par exemple, une mise à pied massive dans une région donnée peut ne pas influencer l'économie des autres régions, particulièrement dans le cas d'une industrie dans un secteur qui, par exemple, était largement subventionnée et où de nombreux substituts sont déjà présents sur le marché. La migration s'en trouve touchée dans le sens qu'une forte variation cyclique dans un secteur donné de l'économie peut rendre les travailleurs de ce secteur plus mobiles pour une certaine période de temps.

Nous considérerons donc que, au niveau interprovincial, la migration de "i" vers "j" sera positivement associée à une période de croissance des mises en chantiers dans la région de destination et négativement reliée à une période de croissance dans la région d'origine.

Finalement, deux facteurs institutionnels seront considérés dans le calcul des avantages nets de la migration : le revenu extra-salarial et les prestations d'assurance-chômage. Afin de bien représenter les gains et les pertes potentiels de la migration nous ne pouvons négliger la composante non-salariale du revenu total des individus. Le gouvernement fédéral met à la

disposition des provinces des enveloppes au titre de paiements de transferts permettant de faire profiter la population d'une province de programmes d'aides qui autrement devraient être financés par les deniers publics de ces derniers. Les transferts du fédéral viennent réduire les avantages potentiels de l'émigration d'une province pauvre en augmentant le revenu total de la population d'origine par le biais des programmes d'aides et de services publics financés à partir des transferts fédéraux. Par conséquent, la migration de "i" vers "j" devrait être reliée négativement au niveau des paiements de transferts à la région d'origine.

En ce qui concerne les prestations d'assurance-chômage mentionnons seulement que le coût d'option d'être en chômage est la rémunération salariale moins les prestations d'assurance-chômage. Ainsi, la générosité du programme d'assurance-chômage réduit de nouveau les avantages nets de l'émigration d'un chômeur. Comme nous le mentionnions en introduction, les modifications apportées en 1971 à la loi sur l'assurance-chômage faisaient en sorte que les coûts d'options d'être en chômage devenaient différents selon que l'on est chômeur à Terre-Neuve ou en Ontario. La migration de "i" vers "j" sera donc négativement reliée à la générosité du programme d'assurance-chômage dans la région d'origine ².

En conclusion, nous croyons que les deux facteurs institutionnels mentionnés réduisent, a priori, l'émigration interprovinciale. Nous croyons que ces facteurs ont pris de plus en plus d'importance dans le calcul des avantages nets de la migration lors des modifications importantes apportées à ceux-ci pendant les années 1970, et qu'ils ont réduit le rôle des variables économiques traditionnelles dans l'explication des migrations interprovinciales au Canada. Par conséquent le rôle de la mobilité interprovinciale au Canada comme processus d'allocation efficace du facteur travail pour réduire les disparités économiques régionales se serait amenuisé.

III LITTÉRATURE CANADIENNE SUR LES MIGRATIONS INTERRÉGIONALES

La littérature canadienne sur la mobilité interrégionale au Canada avait d'abord un caractère très général. La contribution de Courchene (1970), McInnis (1969; 1971) et Vanderkamp (1970; 1971) méritent d'être soulignées. Elles se sont appuyées sur des données de recensement du Canada ou sur des séries chronologiques des comptes d'allocations familiales pour évaluer les paramètres des migrations interrégionales au Canada.

Ces études ont contribué à établir un certain consensus sur quelques importants paramètres des migrations interrégionales au Canada. Elles confirment que les niveaux de salaire (ou de rémunération) ont une incidence marquée sur les migrations (Courchene (1970) et Vanderkamp (1971)). Les études confirment également que la distance exerce sur les migrations un effet négatif marqué. De plus, Vanderkamp (1971) justifie l'estimation non linéaire des effets de la distance, la pente de la courbe migration-distance devenant moins négative à mesure que la distance s'accroît.

Courchene (1970) évalue explicitement l'effet des niveaux de chômage sur les migrations interrégionales au Canada. Ses résultats révèlent que le chômage exerce l'effet négatif prévu sur le point de destination, mais à un degré qui n'est pas statistiquement significatif. Au point d'origine, le chômage a un effet largement positif.

Ces études ont examiné également l'effet des salaires et de la distance sur la migration après avoir décomposé les mouvements migratoires par caractéristiques socio-économiques (Courchene (1971) et McInnis (1971)). Courchene et McInnis rapportent tous deux que les écarts de revenu jouent un rôle décroissant dans le comportement migratoire à mesure que l'âge des migrants augmente. Ils ont également observé que les écarts de revenu ont une influence plus marquée sur les personnes à niveau de scolarité élevé. Outre ce que nous venons de rapporter, l'étude de Courchene (1970) montre que les taux de migration sont inférieurs au Québec, que les transferts du fédéral aux provinces ont tendance à atténuer l'émigration interne, et que les prestations d'assurance-chômage versées à la province d'origine ont aussi un effet négatif sur l'émigration interne (nous y reviendrons).

Vanderkamp et Courchene, enfin, montrent que les coefficients du revenu et de la distance ont évolué dans le temps. Vanderkamp, pour sa part, montre que leur incidence sur les migrations est moins marquée en période de fort chômage qu'en période de plein emploi. Courchene arrive à la conclusion que l'effet dissuasif de la distance a diminué dans le temps, à cause notamment des améliorations dans les transports et les communications.

La littérature canadienne sur la mobilité interrégionale compte trois analyses empiriques majeures portant spécifiquement sur les effets de l'activité financière des gouvernements sur les migrations; l'étude de Courchene (1970) que nous avons déjà mentionnée, celle de Winer et Gauthier (1982) et celle de Shaw (1985). En plus de ces trois études majeures, Cousineau (1979) publia une étude empirique portant sur l'effet de l'assurance-chômage sur les mouvements migratoires de certaines provinces de l'Atlantique vers l'Ontario. Le reste de ce chapitre résume brièvement certains résultats des études mentionnées.

L'étude de Courchene (1970) fit de lui le pionnier dans le domaine de la question "équité/efficacité" de la structure budgétaire de l'état en relation avec les mouvements migratoires interrégionaux au Canada. Dans une large mesure, le débat repose sur l'hypothèse selon laquelle les migrations sont sensibles à des différences d'ordre fiscal.

Du côté efficacité, le gouvernement transfère, par le biais de la péréquation, des fonds aux provinces les plus pauvres de manière à obtenir un équilibre fiscal horizontal. Dans le cas des migrations le débat tourne autour du fait que les programmes de péréquation réduisent l'efficacité de la répartition interprovinciale du facteur travail au Canada.

Certains ont soutenu, dont Courchene, que les coûts d'efficacité augmentaient quand les paiements de péréquation incitaient la population à demeurer dans une province pauvre, parce que les forces du marché qui contribuent naturellement à susciter des migrations des régions à faible revenu vers les régions à revenu élevé seraient court-circuitées par un régime fiscal qui, par le jeu de la péréquation, encourage la population à demeurer dans des régions économiquement faibles.

Parallèlement aux vues de Courchene, il convient de signaler la position de Boadway et Flatters (1982). Ils soutiennent que le point de vue de Courchene est intéressant, mais que les coûts d'efficacité augmenteront si les gouvernements n'arrivent pas à égaliser parfaitement leur pouvoir d'imposition. Selon eux, le fossé qui sépare les provinces sur le plan des ressources fiscales vient des recettes au titre des ressources naturelles que les provinces contrôlent, et qui leur permettent d'offrir des services publics à un taux d'imposition sur le revenu moindre. Par exemple, les ressources fiscales de la province de l'Alberta ont considérablement augmenté depuis 1973 à la suite de la hausse des prix du pétrole décrétée par l'OPEP. Boadway et Flatters affirment que, si les disparités fiscales de cette nature ne sont pas contrebalancées par des paiements de péréquation, les mouvements migratoires obéiront à la capacité d'imposition des provinces, et que le phénomène sera source d'inefficacité.

La grande attention apportée à l'étude de Courchene vient des deux résultats suivants :

(1) "... le taux de sortie de toute province "i" vers toute province "j" est dans une relation ... négative avec l'importance des prestations d'assurance-chômage dans la province "i" ", et,

(2) " ... plus les revenus de transferts ... sont importants dans une province, moins la sortie brute de cette province est importante..." [Courchene (1970), page 550].

Dans un article de la revue L'Actualité Économique publié en 1979 Cousineau va s'intéresser à la relation entre le programme d'assurance-chômage et les migrations interprovinciales. Il se demande principalement si les forces économiques qui entrent en jeu dans l'explication des mouvements de main-d'oeuvre au Canada jouent leur rôle à court terme comme à long terme. Le cadre théorique de son étude est établi en se référant à la théorie de la recherche d'emploi. S'intéressant au cas de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, il considère les variables de rémunération, de chômage, et deux variables dichotomiques pour capter les effets de l'assurance-chômage sur les taux de migrations. En ce qui concerne l'assurance-chômage, les résultats de Cousineau montrent que les changements apportés à la loi sur l'assurance-chômage après 1971 peuvent avoir contribué à diminuer les taux de migration des deux provinces de l'Atlantique, mais ces derniers (changements) n'auraient pas

incité les émigrants du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse à revenir vers leurs provinces d'origine.

Winer et Gauthier (1982) vont tenter de prendre la relève de Courchene dans une étude qui a pour but d'analyser la pertinence de la relation entre les migrations interprovinciales et les structures budgétaires des gouvernements au Canada. L'étude de Winer et Gauthier se divise en deux parties. La première partie consiste à présenter une réévaluation de certaines équations tirées de l'étude de Courchene en 1970 à l'aide de données révisées des allocations familiales pour la période 1951-1978. La deuxième partie de l'étude se consacre à développer un modèle intermédiaire dans un cadre empirique modifié d'équations multinomiales par logit, à estimer ce modèle à l'aide de données sur les mouvements migratoires construites à partir des dossiers de l'impôt sur le revenu du gouvernement fédéral, et à procéder à des simulations quantitatives de changements dans les variables budgétaires sur les taux de migration.

Les résultats de l'étude de Winer et Gauthier sont trop nombreux pour être tous présentés dans ce chapitre. Nous ne retiendrons que ceux qui sont les plus pertinents à notre étude.

Les estimations du modèle intermédiaire à partir des données de l'impôt sur le revenu montrent que la structure budgétaire influe sur les décisions de migrer d'une province à l'autre et

ce, davantage sur les personnes à faible revenu. Les résultats montrent également que l'incidence de la structure budgétaire sur la migration varie selon la composition géographique des mouvements migratoires étudiés. Ainsi les variables budgétaires joueraient un rôle plus important dans les provinces de l'Atlantique.

Les résultats du modèle de transition des équations de Courchene fondées sur les données révisées des allocations familiales appuient la conclusion tirée ci-dessus à l'égard de l'incidence de la structure budgétaire. D'après ces estimations, les modifications apportées à la loi sur l'assurance-chômage en 1971 qui donnaient lieu à des variations régionales de la générosité de l'assurance-chômage ont eu les effets de réduire et d'augmenter l'émigration des provinces de l'Atlantique. C'est-à-dire que, toute chose étant égales par ailleurs, plus le programme d'assurance-chômage est généreux dans les provinces de l'Atlantique (i) moins l'émigration en partance de ces provinces est élevée, et plus le programme d'assurance-chômage est généreux dans les autres provinces canadiennes (j) plus l'émigration en partance de l'Atlantique à destination de ces provinces augmente. Cependant, l'effet net du programme d'assurance-chômage serait négatif. Finalement les résultats à partir des données sur les allocations familiales confirment la conclusion tirée par Courchene (1970) selon laquelle les paiements de péréquation et les transferts aux particuliers freinent les mouvements

migratoires, notamment l'émigration des provinces de l'Atlantique.

L'étude de Shaw (1985) constitue, à notre connaissance, la première analyse de la migration entre les régions métropolitaines au Canada. Son objectif principal est de mesurer la façon dont les variables classiques du marché du travail ont évolué par rapport aux variables institutionnelles pour expliquer les migrations interrégionales. Ce faisant, il tente de vérifier l'hypothèse selon laquelle les variables économiques traditionnelles (distance, rémunération, chômage) auraient moins d'importance aujourd'hui que par le passé pour expliquer les migrations interrégionales. Conséquemment, il tente de vérifier l'hypothèse voulant que les variables institutionnelles (assurance-chômage, paiements de transferts) auraient, en partie, pris la place des variables traditionnelles dans l'explication des mouvements migratoires.

Son argumentation est basée sur le fait que l'amélioration de la productivité, de l'automatisation et de l'accroissement du niveau de vie auraient stimulé la poursuite de loisirs au point que les écarts de gains interviendraient moins dans le calcul d'utilité des migrants, et que la syndicalisation, la formation en usine et le corporatisme atténueraient la réaction des migrants à d'éventuels écarts de gains. Notons, cependant, que les tendances de la syndicalisation va plutôt vers une

diminution, ce qui affaiblit l'argument de Shaw à ce titre.

D'autre part, Shaw évoque comme argument les programmes fiscaux et sociaux qui tempéreraient les effets du chômage sur les gains et qui réduiraient de ce fait les pressions que le revenu peut exercer sur la décision des migrants.

Shaw utilise à son tour un cadre empirique d'équations multinomiales par logit. Sa variable dépendante est représentée par le ratio entre la probabilité de migrer de "i" vers "j" et la probabilité de non-migration des résidents de "i". Ses données sur les migrations sont tirées de matrices des flux migratoires de 17 régions métropolitaines de recensement provenant des recensements de la population pour les années de recensements 1961, 1971, 1976, et 1981. L'échantillon de données de l'étude comprend au total 1088 observations.

La stratégie de recherche de l'étude consiste à estimer successivement sept modèles i.e., en commençant par un premier modèle simple auquel on ajoute des variables pour obtenir les modèles suivants. Chaque modèle est estimé pour l'ensemble de la période (1961-1981), pour la période 1961-1971 et pour la période 1971-1981. Les conclusions relatives aux changements dans le temps des paramètres expliquant les migrations sont basées sur les changements dans le niveau d'ajustement des modèles (R^2), de la valeur des coefficients, et du degré de signification des coefficients avant et après 1971.

Nous ne nous intéresserons qu'aux cinq premiers modèles de l'étude de Shaw³. Dans les modèles I à IV Shaw ne considère que la composante marché du travail de l'explication des migrations intermétropolitaines au Canada. Le modèle complet (IV) comprend les variables de distance, de rémunération, de chômage, d'emploi, de variation du cycle économique en plus d'une variable exprimant les différences de langues entre les régions et une dernière exprimant les différents niveaux de scolarité des migrants.

Les variables du modèle IV expliquent environ 40% de la variation des taux de migration entre les régions métropolitaines de recensement (Shaw (1985) tableau 4.4, p. 111). Cependant, le modèle explique moins bien les migrations après 1971. Les coefficients de régressions après 1971 sont, soit moins élevés, soit statistiquement non-significatifs à l'exception de la variable de chômage exprimée à la région de destination dont le coefficient augmente après 1971. Ces constatations amènent l'auteur à conclure que l'influence des variables traditionnelles du marché du travail sur les migrations se sont amoindries.

Dans le modèle V Shaw introduit trois variables institutionnelles dans le modèle complet du marché du travail. Une variable qui mesure la générosité du programme d'assurance-chômage, une autre qui mesure la probabilité de recevoir des prestations d'assurance-chômage lorsqu'un individu tombe en

chômage, et une dernière variable pour évaluer l'effet des paiements de transferts du gouvernement fédéral aux provinces sur les migrations.

Les résultats pour l'ensemble de la période du modèle du marché du travail avec composante institutionnelle augmentent considérablement le niveau d'explication de la variance des taux de migration entre les régions métropolitaines de recensements (Shaw (1985) tableau 4.5, p. 115). Cependant, des six variables ajoutées (trois exprimées à la région d'origine et trois à la région de destination) seule la variable de générosité de l'assurance-chômage à la région d'origine et la variable des paiements de transferts à la région de destination ont des coefficients qui portent les signes attendus et sont statistiquement significatives.

Pour la période 1961-1971, ces deux variables étaient également significatives mais un problème de multicollinéarité, sans doute, a modifié les coefficients des autres variables du marché du travail. Après 1971, les variables de générosité de l'assurance-chômage (à la région de d'origine et à la région de destination) et les coefficients sur les variables des paiements de transferts (à la région d'origine et de destination) portent les signes attendus et sont significatifs.

Ces résultats amènent donc Shaw à tirer la conclusion suivante. L'effet des variables de marché traditionnelles (rémunération, possibilité d'emploi, activité commerciale) sur les migrations intermétropolitaines s'est amenuisé au fil des ans, et les variables fiscales (assurance-chômage et paiements de péréquation du gouvernement fédéral) ont récemment pris en partie la place des variables traditionnelles.

Les résultats des études passées en revue dans ce chapitre ont tous en commun l'effet dissuasif des variables institutionnelles sur les taux de migration. Shaw, pour sa part, apporte un élément nouveau à l'effet des variables institutionnelles que nous tenterons de vérifier à notre tour dans les chapitres qui suivent. Les interventions fédérales auprès des provinces ont-elles vraiment réduit l'importance des variables traditionnelles dans l'explication des migrations au Canada ou n'est-ce là qu'une partie d'un phénomène plus global ?

IV RÉSULTATS D'ESTIMATIONS : COMPOSANTE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

IV.1 Introduction

Dans le présent chapitre nous estimons les versions interprovinciales des équations de Shaw portant sur la composante du marché du travail. Les données provinciales sur les migrations proviennent du fichier des transferts des allocations familiales. Nous disposons d'une série de 20 coupes instantanées, une pour chaque année entre 1965 et 1985, sur les flux bruts d'émigration entre les dix provinces canadiennes couvrant la période de 1966 à 1985. Pour chaque année nous avons donc 90 flux brut d'émigration (province "i" vers province "j"), constituant un échantillon total de 1800 observations. Les modèles d'émigration sont estimés par la méthode des moindres carrés ordinaires. Les versions interprovinciales des équations de migrations sont estimées en suivant les étapes adoptées dans l'étude de Shaw sur les migrations intermétropolitaines au Canada.

La mobilité interprovinciale de la main-d'oeuvre au Canada n'est pas un phénomène négligeable. Selon les données du fichier sur les transferts des comptes d'allocations familiales au Canada, 380 mille personnes, en moyenne annuellement, ont émigré d'une province à une autre entre 1966 et 1985. Cependant, les migrations interprovinciales au Canada ont beaucoup changé depuis 1966. L'analyse des taux de migration pour la période 1966 à

1985 montre que la migration semble être un phénomène qui diminue en importance à mesure que l'on avance dans le temps. En effet, pendant la période de 1966 à 1970, 1,85% de la population canadienne émigrerait d'une province à une autre alors que pour la période de 1981 à 1985 il n'y avait plus que 1,47% de la population canadienne qui émigrerait. De plus, cette tendance à la baisse des taux de migration est présente dans la presque totalité des provinces canadiennes (graphique 1, page 40).

Un autre phénomène non-négligeable est celui du renversement des soldes migratoires pendant les années 1970. Historiquement les provinces canadiennes en difficultés économiques affichaient des soldes migratoires négatifs. Mais voilà que depuis les années 1970 les soldes migratoires de la plupart des provinces déficitaires sont réduits, voire même renversés. Au même moment, l'Ontario et la Colombie-Britannique, deux provinces de destinations importantes des émigrants interprovinciaux, voient leurs soldes migratoires considérablement réduits pendant cette même période. L'Ontario connaissait même des soldes migratoires négatifs de 1974 à 1982 (tableau 1, page 41). Le choc du pétrole de 1973 explique probablement les soldes négatifs de l'Ontario (Boadway et Flatters (1982)), mais les facteurs institutionnels, dont le programme d'assurance-chômage et les transferts du gouvernement fédéral aux provinces et aux particuliers, pourraient être en partie responsables des autres renversements (voir revue de la littérature, chapitre III).

Shaw, pour sa part, souleva l'hypothèse voulant que la croissance des facteurs institutionnels depuis 1971 ait réduit l'importance des variables économiques traditionnelles pour expliquer les migrations interrégionales au Canada. Mais cette hypothèse n'explique pas nécessairement la diminution des taux d'émigration que nous venons d'observer. L'hypothèse de Shaw implique que les coefficients des variables économiques traditionnelles tendent vers zéro à travers le temps, et ce, tant pour les variables exprimées aux provinces d'origines que celles exprimées aux provinces de destinations. Ce qui veut dire que les variables qui généralement attirent les émigrants, attireraient moins que par le passé, et, que les variables qui retiennent les émigrants les retiendraient moins également. Or, l'effet net de cette hypothèse sur les taux d'émigration n'est pas évident.

L'observation faite sur la tendance à la baisse des taux d'émigration nous amène plutôt à considérer les possibilités suivantes : (1) les variables qui normalement attirent les émigrants attirent moins que par le passé, (2) les variables qui généralement retiennent les émigrants retiennent plus que par le passé, ou (3) les deux propositions à la fois.

Ainsi, l'effet de l'accroissement de la générosité du programme d'assurance-chômage et des transferts du fédéral aux

provinces et aux particuliers pendant les années 1970 aurait permis aux résidents des provinces canadiennes de mieux supporter le fardeau financier d'une difficulté économique, de telle sorte que les avantages économiques de la migration sont suffisamment réduits pour que la mobilité interprovinciale joue un rôle de moins en moins important pour réduire les disparités économiques régionales au Canada.

IV.2 Cadre empirique général

Pour procéder à l'évaluation des variables explicatives de la migration dans le temps nous avons adopté une approche semblable à celle de l'étude de Shaw. Dans un premier temps nous spécifions un modèle de base simple auquel nous ajoutons d'autres variables explicatives. Cette approche nous permettra d'analyser la contribution de variables additionnelles à l'explication des mouvements migratoires interprovinciaux. En outre, nous estimons chaque modèle pour l'ensemble de l'échantillon (1966-1985) et pour deux sous-échantillons. Le premier échantillon couvre la période allant de 1966 à 1971, et le deuxième, la période 1972 à 1985. L'estimation des modèles des deux sous-échantillons nous permettra d'analyser les changements dans les comportements post-1971 des variables explicatives. Une approche plus rigoureuse sera utilisée pour vérifier ce dernier point dans le chapitre V.

La forme fonctionnelle des modèles empiriques est définie selon le modèle logit. La variable dépendante est définie par la probabilité d'émigrer de "i" vers "j" (P_{ij}) par rapport à la probabilité de demeurer en "i" (P_{ii}). Empiriquement, les taux de migration sont calculés en prenant le ratio du nombre de migrants allant de la province "i" à la province "j" sur la population non migrante de la province d'origine ("i").

Les variables explicatives utilisées dans cette étude correspondent dans la majorité des cas à celles utilisées par Shaw (1985) dans son étude portant sur les migrations intermétropolitaines au Canada. Cependant, parce que les données de migration tirées du fichier des allocations familiales sont des données annuelles et provinciales, contrairement aux données de Shaw qui étaient quinquennales et métropolitaines, certaines variables ont été calculé d'une façon différente des variables de l'étude de Shaw. Dans le cas échéant nous soulignerons les différences entre les deux approches. Afin de suivre la méthodologie de l'étude de Shaw, la variable dépendante et les variables explicatives de nos modèles empiriques sont toutes représentées sous forme logarithmique à l'exception de la variable de croissance de l'emploi (EMPLOI) dont les raisons seront évoquées dans les paragraphes qui suivent. Notons cependant que l'estimation des modèles d'émigration sous formes linéaires donnent sensiblement les mêmes résultats, mais à des niveaux de signification moins élevés.

IV.3 Composante du marché du travail : version interprovinciale

Les modèles I à IV s'intéressent à la composante marché du travail de l'explication des mouvements migratoires interrégionaux. Les tableaux 2 et 3 (pages 42 et 43) présentent les versions interprovinciales des modèles I à IV de l'étude de Shaw. Les définitions et sources de données des variables de l'analyse de régressions de l'étude ont été rassemblé à l'annexe 1.

Dans le modèle I du tableau 2, seules les variables de distance, de rémunérations et de langue sont considérées. La variable de distance ($DIST_{ij}$) est évaluée en mesurant la distance en kilomètres entre les capitales ou les principaux centre urbains de chaque province. La variable de rémunération ($WAGE_i$, $WAGE_j$) est représentée par la rémunération hebdomadaire moyenne par province ⁴. Contrairement à Shaw, la nature provinciale des données sur les migrations ne comporte qu'un seul point d'origine où la population est en majorité francophone, soit, le Québec. Par conséquent, la variable $LANGUE_i$ diffèrent de celle spécifiée dans l'étude de Shaw. $LANGUE_i$ est introduite dans les modèles de migration pour refléter le caractère francophone de la société québécoise et est représentée par une variable dichotomique

prenant la valeur 1 pour les migrations en partance du Québec et la valeur 0 autrement.

Dans le modèle II nous introduisons une variable représentant les possibilités d'emplois de chaque province. Dans l'étude des migrations intermétropolitaines, Shaw définissait cette variable par un indice synthétique de la croissance de l'emploi par milliers de personnes occupées. Malgré nos efforts, nous avons été dans l'impossibilité de construire un indice de la sorte qui donnait des résultats satisfaisants. Une explication possible de cet échec réside dans le fait que le calcul de la croissance de l'emploi à partir de données de recensements quinquennales pouvaient ne donner que des valeurs positives. Or, sur une base annuelle, plusieurs provinces affichaient des croissances de l'emploi négatives, plus particulièrement lors de la récession de 1982. Nous avons donc défini la variable d'emploi par la croissance de l'emploi par rapport à l'année précédente en milliers de personnes. Les variables $EMPLOI_i$, $EMPLOI_j$ sont les seules variables qui ne sont pas sous forme logarithmique dans les modèles de migration, à cause des valeurs négatives de certaines observations ⁵.

Dans les modèles III et IV du tableau 3 nous ajoutons deux variables supplémentaires à la composante du marché du travail. Dans le modèle III nous ajoutons une variable de chômage ($UNEMP_i$, $UNEMP_j$), et dans le modèle IV une variable "cycle économique" qui

sera représentée par le nombre de mise en chantier par mille habitants de chaque province (DS_i , DS_j). En ce qui concerne la variable DS_i et DS_j , celles-ci ne représentent qu'un aspect des cycles économiques. En effet nous disposons déjà de deux variables qui peuvent représenter l'évolution des cycles économiques. Ces variables sont la variable de chômage et la variable d'emploi. Quoique l'argument de Shaw sur les cycles économiques paraît valable, nous ne croyons pas que les mises en chantiers constituent une bonne spécification de cet argument. Le modèle IV constitue le modèle traditionnel relativement complet de Shaw.

IV.4 Résultats de régression : modèles I à IV

Modèles I et II

L'estimation du modèle I pour les provinces avec les données tirées du fichier des allocations familiales donne des résultats très satisfaisants (tableau 2, page 42). Pour l'ensemble de la période étudiée, 1966 à 1985, l'ajustement du modèle I donne un R carré de 0.51. Tous les coefficients des variables considérées dans ce modèle portent les signes prévus et sont très significatifs ⁶.

Les estimations du modèle I pour les deux sous-périodes donnent des résultats différents de ceux de Shaw. Premièrement,

la variable de rémunération dans l'équation post-1971 est significative tant à l'origine qu'à destination. Shaw, dans son étude sur les migrations intermétropolitaines, rapportait des résultats non-significatifs pour les coefficients de ces deux variables. Ceci lui permettait de tirer la conclusion que les rémunérations avaient moins d'importance aujourd'hui que par le passé dans la décision d'émigrer, puisque ces dernières n'étaient pas significatives après 1971.

Les résultats de régressions pour la période après 1971 ne confirment que partiellement l'hypothèse de Shaw. En effet, les coefficients de régressions des variables WAGE_i et WAGE_j diminuent pour la période 1972-1985, mais dans le cas de WAGE_i cela signifie que les rémunérations à la province d'origine ont plus d'importance après 1971.

Les résultats d'ensemble de la version interprovinciale du modèle II de Shaw donnent également de bons résultats. L'addition de la variable de croissance de l'emploi à fait augmenter le R^2 à 0.60 et; comme Shaw, seul le coefficient de la variable d'emploi à la province d'origine n'est pas significatif.

De nouveau, les résultats du modèle II pour les deux sous-périodes sont différents de ceux obtenus par Shaw. Au modèle II de l'équation de Shaw, les coefficients de régressions après 1971 sont tous, soit moins élevés, soit non-significatifs. À la

lumière de ces résultats, Shaw tirait la conclusion que son hypothèse de base se trouvait de nouveau vérifiée. Dans la version interprovinciale du modèle II seuls les coefficients des variables qui favorisent l'émigration, c'est-à-dire qui ont un coefficient de signe positif, diminuent après 1971, à l'exception du coefficient de la distance. Nous ne pouvons donc pas, jusqu'à présent, confirmer l'hypothèse de base de Shaw.

Modèles III et IV

Les versions interprovinciales des modèles III et IV de Shaw présentées au tableau 3 donnent encore une fois des résultats d'ensemble satisfaisants et comparables à ceux de Shaw. L'addition des variables de chômage au modèle III a fait augmenter le R^2 à 0.627 et celle des variables représentant le nombre de mises en chantiers à 0.654. Le coefficient de la variable de chômage exprimée à la province d'origine du modèle III et celui de la variable du nombre de mises en chantiers à l'origine du modèle IV ne sont pas significatifs. Shaw obtenait les mêmes résultats à l'exception de la variable DSi (nombre de mises en chantiers) qui était significative. Cependant, dans l'étude de Shaw cette variable n'est significative que dans ce modèle et que pour l'ensemble de la période à l'étude.

En ce qui concerne les deux sous-périodes, une tendance se dessine dans la version interprovinciale des modèles de

migrations. En effet, les résultats après 1971 des modèles III et IV sont en accord avec ceux des modèles précédents. Contrairement à Shaw, les seules variables dont les coefficients semblent avoir moins d'importance après 1971 sont celles qui normalement portent un signe positif, et la variable de distance. Les variables qui, à la fois, portent un signe négatif et sont significatives ont toutes des valeurs plus élevées après 1971. Dans l'étude de Shaw, de nouveau, les coefficients de régressions des variables qui portent généralement un signe positif ont diminué après 1971 et ceux qui généralement portent un signe négatif ne sont tout simplement plus significatifs. Le seul coefficient du modèle IV de l'étude de Shaw qui porte un signe négatif et significatif tant avant 1971 qu'après, est celui de la variable de chômage à la province de destination. De plus, la valeur du coefficient de cette variable est plus élevée après 1971 et, par conséquent, se comporte selon les résultats obtenus dans la version interprovinciale du modèle IV.

IV.5 Conclusion

Dans ce chapitre nous avons estimé les versions interprovinciales des modèles I à IV de l'étude de Shaw sur les migrations intermétropolitaines au Canada avec des données provinciales provenant du fichier des comptes d'allocations familiales. Ces quatre modèles constituaient la composante "marché du travail" de l'explication des migrations

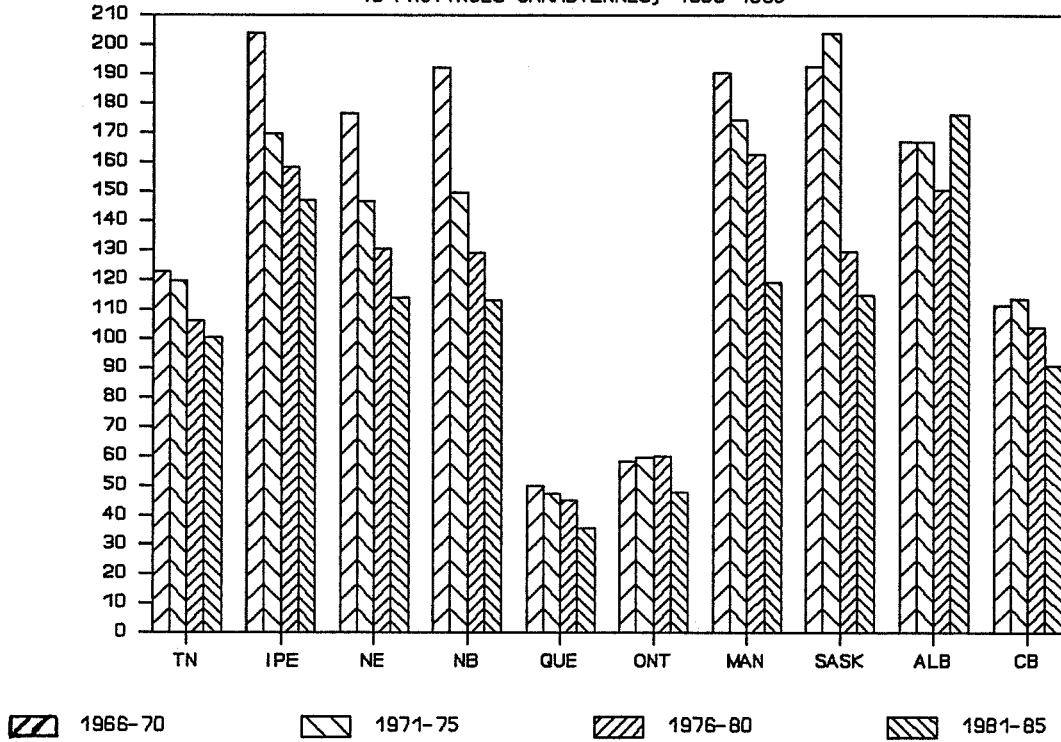
interprovinciales. Les estimations des quatre modèles pour l'ensemble de la période (1966-1985) ont fourni des résultats très comparables à ceux de l'étude de Shaw. Par contre, les résultats de régressions des modèles pour les sous-périodes 1966-1971 et 1972-1985, ne confirment que partiellement l'hypothèse de base de l'étude de Shaw, sauf celle voulant que les progrès technologiques des années 1970 et 1980 aient réduits les coûts de déplacement des migrants potentiels représentés par la baisse du coefficient de régressions de la variable de distance. Cependant, nos résultats confirment l'hypothèse alternative que nous avons postulée suite à l'observation faite sur la baisse dans le temps des taux d'émigration interprovinciaux au Canada. Cette hypothèse postulait que les variables du marché du travail qui généralement incitent l'émigration interprovinciale, incitent moins après 1971, et que les variables du marché du travail qui généralement retiennent les émigrants les retiennent davantage.

Dans le chapitre suivant nous tenterons de connaître si l'on peut attribuer ces changements aux facteurs institutionnels.

Graphique 1

EMIGRATION BRUTE PAR MILLE HABITANTS

10 PROVINCES CANADIENNES, 1966-1985



Sources: Données de Statistique Canada, publications no. 91-208, 91-210

Tableau 1

Migrations Nettes, 10 Provinces Canadiennes, 1966-1985

En Milliers de Personnes

	1966-70	1971-75	1976-80	1981-85
Terre-Neuve	-20.2	-5.8	-6.1	-11.0
Ile du Prince-Edouard	-4.0	3.4	3.0	-0.1
Nouvelle-Ecosse	-19.5	4.0	6.2	7.8
Nouveau-Brunswick	-24.8	9.9	11.8	-0.3
Québec	-92.9	-102.1	-145.9	-102.0
Ontario	127.4	47.5	-46.1	65.1
Manitoba	-45.5	-29.6	-41.8	-10.8
Saskatchewan	-65.3	-69.3	15.4	5.4
Alberta	16.0	25.2	133.2	-8.1
Colombie-Britannique	128.9	116.8	70.3	54.0

Sources: Données de Statistique Canada, publication no. 91-208, 91-210

Tableau 2

Modèles empiriques I et II : résultats de régressions

	1966 - 1985		1966 - 1971		1972 - 1985	
	C.R	Valeur 't'	C.R	Valeur 't'	C.R	Valeur 't'
MODELE I						
Constante	-0.982	-	-5.705	-	-1.439	-
DIST _i j	-0.757	(-26.548)*	-0.945	(-18.955)*	-0.699	(-20.460)*
WAGE _i	-3.750	(-29.914)*	-3.313	(-14.687)*	-3.625	(-23.325)*
WAGE _j	3.737	(29.820)*	4.642	(20.731)*	3.616	(23.275)*
LANGUE _i	-1.295	(-16.355)*	-1.136	(-8.265)*	-1.388	(-14.668)*
R Carré	0.518		0.613		0.491	
Valeur F	483.754		214.031		305.119	
Observations	1800		540		1260	
MODELE II						
Constante	-1.313	-	-6.384	-	-2.012	-
DIST _i j	-0.763	(-29.324)*	-0.960	(-23.269)*	-0.704	(-22.368)*
WAGE _i	-3.119	(-24.799)*	-2.346	(-10.802)*	-3.040	(-19.666)*
WAGE _j	3.126	(24.895)*	3.753	(17.334)*	3.094	(20.020)*
LANGUE _i	-1.330	(-18.209)*	-1.253	(-10.860)*	-1.410	(-15.980)*
EMPLOI _i	0.068	(1.163)	0.321	(2.605)	0.039	(0.595)
EMPLOI _j	1.087	(18.696)*	1.809	(14.890)*	0.954	(14.711)*
R Carré	0.600		0.738		0.568	
Valeur F	450.073		250.346		277.337	
Observations	1800		540		1260	

Note C.R. = coefficient de régression.

* = signe prévu et statistiquement significatif à 0.10

Source: Estimations de l'auteur.

Tableau 3

Modèles empiriques III et IV : résultats de régressions

	1966 - 1985		1966 - 1971		1972 - 1985	
	C.R	Valeur 't'	C.R	Valeur 't'	C.R	Valeur 't'

MODELE III						
Constante	0.704	-	-5.439	-	0.381	-
DIST _i j	-0.780	(-31.045)*	-0.985	(-24.710)*	-0.723	(-23.908)*
WAGE _i	-2.871	(-23.220)*	-1.940	(-8.868)*	-2.805	(-18.673)*
WAGE _j	3.129	(25.253)*	3.890	(17.779)*	3.087	(20.523)*
LANGUE _i	-1.332	(-18.392)*	-1.234	(-10.820)*	-1.417	(-16.271)*
EMPLOI _i	0.018	(0.312)	0.147	(1.186)	0.005	(0.080)
EMPLOI _j	0.927	(16.046)*	1.601	(13.204)*	0.783	(12.180)*
UNEMP _i	-0.123	(-2.106)	-0.202	(-2.037)	-0.117	(-1.692)
UNEMP _j	-0.646	(-11.379)*	-0.614	(-6.356)*	-0.702	(-10.451)*
R Carré	0.627		0.755		0.603	
Valeur F	379.666		208.537		240.362	
Observations	1800		540		1260	

MODELE IV						
Constante	-1.270	-	-3.721	-	-3.586	-
DIST _i j	-0.826	(-33.653)*	-1.011	(-26.309)*	-0.780	(-26.196)*
WAGE _i	-2.724	(-20.503)*	-2.262	(-9.220)*	-2.624	(-16.431)*
WAGE _j	3.060	(22.965)*	3.228	(13.229)*	3.145	(19.651)*
LANGUE _i	-1.307	(-18.622)*	-1.204	(-10.902)*	-1.398	(-16.559)*
EMPLOI _i	-0.117	(-2.005)*	0.010	(0.079)	-0.109	(-1.681)*
EMPLOI _j	0.786	(13.784)*	1.412	(11.789)*	0.671	(10.621)*
UNEMP _i	-0.145	(-2.574)	-0.169	(-1.775)	-0.063	(-0.927)
UNEMP _j	-0.635	(-11.511)*	-0.569	(-6.125)*	-0.621	(-9.384)*
DS _i	0.255	(4.960)	0.347	(3.546)	0.352	(5.355)
DS _j	0.419	(8.189)*	0.586	(6.043)*	0.452	(6.893)*
R Carré	0.654		0.775		0.630	
Valeur F	340.748		186.275		215.767	
Observations	1800		540		1260	

Note C.R. = coefficient de régression.

* = signe prévu et statistiquement significatif à 0.10

Sources: Estimations de l'auteur.

V RESULTATS D'ESTIMATIONS : COMPOSANTE INSTITUTIONNELLE

V.1 Introduction

La tendance à la baisse des taux d'émigration interprovinciaux observée dans le chapitre précédent devrait, a priori, être accompagnée d'une diminution des disparités économiques régionales entre les provinces canadiennes, car celles-ci sont à la base des mouvements migratoires. Cependant l'analyse des données sur les taux de chômage et les rémunérations dans chacune des provinces canadiennes nous indiquent une tendance contraire.

Le taux de chômage calculé pour l'ensemble du Canada diffère largement des taux de chômage provinciaux. Au graphique 2 (page 61), nous représentons graphiquement une mesure de disparité des taux de chômage provinciaux avec le taux de chômage national pour la période 1966 à 1985 ⁷. Cette mesure montre bien l'écart croissant des taux de chômage provinciaux par rapport au taux de chômage national depuis 1966. En 1966, alors que le taux de chômage au Canada était de 3.4%, Terre-Neuve affichait le taux de chômage le plus élevé au Canada à 6,1% pour un écart de 2,7 points de pourcentage avec le taux de chômage national ou 79%. En 1985, Terre-Neuve affiche encore le taux de chômage le plus élevé des provinces canadienne avec 21,4% de sa population active en chômage, mais l'écart avec le taux de chômage national est maintenant de 11,3 points de pourcentage, ou 112%. Il est

intéressant de noter que cette mesure de disparité des taux de chômage au Canada semble indiquer une augmentation du chômage structurel au Canada. La question qui nous viens immédiatement à l'esprit est si la baisse de mobilité à en partie causé cette hausse du chômage structurel au Canada. Par exemple, la croissance des transferts du fédéral, particulièrement les prestations d'assurance-chômage en 1971 à peut-être causé cette hausse du chômage structurel en réduisant la mobilité.

Cette tendance à la hausse des écarts entre les taux de chômage provinciaux et le taux de chômage national ne peut pas expliquer la baisse des taux d'émigration interprovinciaux, au sens où on l'entend généralement. Au contraire, la disparité croissante des taux de chômage aurait dû, toutes choses égales par ailleurs, agir dans le sens contraire. Mais la possibilité que les transferts du fédéral aient produit une hausse du chômage structurel au Canada en réduisant la mobilité demeure défendable.

De la même façon une diminution des écarts de rémunération entre les provinces pourraient expliquer une partie de la baisse des taux d'émigration interprovinciaux. Au graphique 3 (page 62) nous présentons les coefficients de variation des rémunérations hebdomadaires moyennes des provinces comme mesure de dispersion des salaires entre les provinces de 1966 à 1985. Malgré une certaine amélioration au milieu des années 1970 la dispersion

provinciale des rémunérations hebdomadaires moyennes se situe à peu près au même niveau en 1985 qu'en 1966.

L'explication de la baisse des taux d'émigration depuis les années 1970 ne se trouve donc pas dans les variables traditionnelles du marché du travail.

Nous postulons dans le chapitre II que la croissance des facteurs institutionnels pourraient avoir pris de plus en plus d'importance dans le calcul des avantages nets de la migration contribuant, en partie, à réduire l'émigration interprovinciale au Canada.

En 1985, les transferts du fédéral aux particuliers pour l'ensemble du Canada (incluant les prestations d'assurance-chômage) exprimés en pourcentage de la rémunération totale du travail se chiffraient à 12,4%, une augmentation moyenne annuelle du ratio de plus de 3% depuis 1966. Au même titre, les provinces de l'Atlantique affichent des pourcentages allant de 21% à 30% de la rémunération totale du travail en 1985, pour une augmentation moyenne annuelle du ratio de plus de 5,8% depuis 1966 (tableau 4, page 63).

De la même façon les paiements de transferts du gouvernement fédéral aux provinces ont augmenté considérablement depuis 1966. En 1985, chaque province recevait en moyenne 2511 dollars de

transferts par habitant comparativement à 69 dollars seulement en 1966 (en dollars constants de 1971). De nouveau les provinces de l'Atlantique reçoivent deux à trois fois plus de transferts par habitant que les autres provinces canadiennes (tableau 5, page 64).

Nous nous pencherons donc dans ce chapitre sur le rôle des variables institutionnelles sur les migrations interprovinciales et sur leur évolution entre 1966 et 1985. Pour se faire nous estimons la version interprovinciale du modèle V de Shaw. De plus, nous proposons un modèle alternatif qui introduira une variable pour représenter les transferts du gouvernement fédéral aux particuliers.

En ajoutant des variables institutionnelles à la composante du marché du travail du modèle d'émigration nous tentons de vérifier trois hypothèses. Premièrement nous voulons déterminer si les facteurs institutionnels ont une influence significative sur la décision d'émigrer. Si c'est le cas, le modèle d'émigration avec composante institutionnelle devrait expliquer une plus grande partie de la variance des taux d'émigration que les modèles précédents. Comme deuxième hypothèse nous voulons connaître si l'influence des facteurs institutionnels à pris de l'importance depuis les modifications majeures apportées au programme d'assurance-chômage et aux paiements de transferts pendant les années 1970. Cette hypothèse sera vérifiée si les

coefficients de régressions des variables institutionnelles ont un effet plus marqué sur les migrations après 1971.

Troisièmement, nous tenterons de vérifier si les facteurs institutionnels peuvent expliquer les résultats du chapitre IV relatifs aux coefficients de régressions des variables économiques traditionnelles. Si cette hypothèse se vérifie on devrait voir les coefficients des variables institutionnelles prendre plus d'importance après 1971 alors que ceux des variables de la composante du marché du travail, contrairement aux résultats précédents, devraient demeurer sensiblement les mêmes dans les deux sous-périodes.

V.2 Composante institutionnelle : version interprovinciale

Pour procéder à l'analyse de l'effet des facteurs institutionnels sur les migrations, Shaw introduisait au modèle complet du marché du travail (modèle IV) trois nouvelles variables. Les deux premières variables sont consacrées au programme d'assurance-chômage et la troisième aux paiements de transferts du gouvernement fédéral aux provinces.

La première variable représente la générosité du programme d'assurance-chômage ($UIGEN_i$, $UIGEN_j$). La variable $UIGEN$ mesure la proportion de la rémunération hebdomadaire moyenne de chaque province couverte par les prestations d'assurance-chômage des chômeurs. Ainsi, les modifications apportées à la loi sur

l'assurance-chômage en 1971 qui augmentaient la générosité des prestations devraient être captées par cette variable.

La deuxième variable institutionnelle associée au programme d'assurance-chômage tente de mesurer la probabilité qu'un chômeur retire des prestations d'assurance-chômage et est mesurée en calculant le nombre total de semaines de chômage indemnisées pendant une année dans chacune des dix provinces canadiennes ($UIPROB_i$, $UIPROB_j$).

Dans le chapitre 3 de son étude (Shaw (1985) tableau 3.2, page 96) Shaw postulait des rapports positifs du taux d'émigration avec les deux variables d'assurance-chômage exprimées à la province de destination mais était incertain du rapport entre le taux d'émigration et ces deux mêmes variables lorsque exprimées à la province d'origine, mentionnant seulement que ces variables sont semblables à celles utilisées par Winer et Gauthier (1983). Plus tard, dans l'analyse de ses résultats, on s'aperçoit qu'il retient l'option d'un rapport négatif entre les deux variables d'assurance-chômage exprimées à la province d'origine et la migration de "i" vers "j" (Shaw (1985) pages 132-133).

La troisième variable institutionnelle que nous considérons a pour but de capter l'effet des paiements de transferts du gouvernement fédéral aux provinces ($GRANT_i$, $GRANT_j$). La variable GRANT est mesurée en calculant le montant par habitant des

transferts du gouvernement fédéral dans chaque province. Shaw, suivant l'idée de Courchene sur l'effet des transferts du fédéral, postulait que la migration de "i" vers "j" devrait être négativement reliée au montant des paiements de transferts à la province d'origine, et positivement reliée au montant des transferts à la province de destination.

V.3 Modèle V : résultats de régressions

L'introduction des variables institutionnelles dans la version interprovinciale du modèle V de Shaw a fait augmenter le R^2 du modèle à 0,792 pour l'ensemble de la période étudiée, ce qui confirmerait notre première hypothèse relative aux facteurs institutionnels. Cependant les coefficients de régressions de certaines variables ont changé et ne sont plus en accord avec les résultats obtenus antérieurement (tableau 6, page 65). Par exemple, les coefficients des variables $WAGE_i$ et $UNEMP_j$ ne sont plus significatifs, alors qu'ils l'étaient dans les modèles de la composante du marché du travail, et le coefficient de la variable $UNEMP_i$ est pour la première fois significatif et porte le signe postulé. De plus, en ce qui concerne les variables institutionnelles, les coefficients des variables $GRANT_i$, $UIPROB_i$ et $UIPROB_j$ portent les signes postulés et sont statistiquement significatifs alors que les autres sont non significatifs ou portent des signes contraires aux attentes théoriques.

Les résultats de régressions du modèle V pour les deux sous-périodes semblent aussi poser certains problèmes. Dans plusieurs cas, nous n'observons plus les résultats de base obtenus dans les modèles précédents. Par exemple, le coefficient de la variable WAGE_i au modèle V n'est plus significatif après 1971, alors qu'il l'a toujours été dans les modèles précédents. La variable de chômage, qu'elle soit exprimée à la province d'origine ou à la province de destination, ne se comporte pas non plus comme dans les modèles précédents. De plus, selon ces résultats, aucune conclusion apparente ne peut être tirée des coefficients de régressions des variables institutionnelles.

Une explication possible des mauvais résultats obtenus dans la version interprovinciale du modèle V réside probablement dans la présence de multicollinéarité causée par l'introduction des variables institutionnelles. La matrice des coefficients de corrélation présentée dans l'annexe 2 montre les variables susceptibles de causer des problèmes de multicollinéarité. Les variables représentant la générosité du programme d'assurance-chômage (UIGEN_i, UIGEN_j) et celles représentant les transferts du fédéral aux provinces (GRANT_i, GRANT_j) montrent des corrélations élevées avec les niveaux de rémunération et de chômage des provinces. De plus, nos trois facteurs institutionnels sont aussi fortement corrélés entre eux.

Une solution à la multicollinéarité est de spécifier un autre modèle qui exclurait certaines variables jugées peu importantes. C'est, dans un certain sens, l'approche que nous avons choisie. Non pas que les variables institutionnelles introduites par Shaw nous semblent peu importantes, mais plutôt parce que nous croyons pouvoir spécifier un modèle alternatif au modèle V de Shaw qui serait en mesure de vérifier les hypothèses relatives aux facteurs institutionnels de façon plus efficace et, nous l'espérons, avec une incidence moins grande sur les coefficients de régressions des variables de la composante marché du travail.

V.4 Modèle VI : une alternative

Les résultats obtenus jusqu'à maintenant sont quelques peu différents de ceux de l'étude de Shaw et, par conséquent, demandent peut-être une spécification différente des facteurs institutionnels.

D'abord, les données brutes sur les taux d'émigration présentées dans le chapitre IV nous ont permis de constater une tendance à la baisse des taux d'émigration depuis les années 1970. De plus les résultats de régressions des modèles de la composante du marché du travail montraient que la structure des changements des taux d'émigration résidait dans le fait que les variables incitant normalement l'émigration incitaient moins

après 1971, et que celles qui retenaient les émigrants dans leur province d'origine, les retenaient davantage après 1971.

Or, les trois hypothèses relatives au rôle des facteurs institutionnels que nous avons postulées dans ce chapitre expriment la même idée, c'est à dire que les facteurs institutionnels réduisent, à priori, l'émigration interprovinciale. Sur cette base nous avons apporté quelques modifications à la composante institutionnelle du modèle V de Shaw.

Premièrement, il est probable que seules les variables institutionnelles exprimées à la province d'origine soient nécessaires à la vérification des trois hypothèses puisque, a priori, elles ont une incidence dissuasive plus forte sur l'émigration que les variables exprimées aux provinces de destinations ⁸. De plus, on peut comprendre que la générosité des prestations d'assurance-chômage dans une province puisse retenir un migrant potentiel, mais il n'est pas évident comment elle pourrait attirer des migrants des autres provinces.

Deuxièmement, nous avons laissé tomber la variable UIPROB parce que, d'une part, nous croyons que la variable de générosité du programme d'assurance-chômage (UIGEN) suffit pour capter l'essentiel de l'effet de l'assurance-chômage sur les migrations

et, d'autre part, UIPROB et UIGEN étaient fortement corrélées entre elles.

Troisièmement, nous avons redéfini la variable de générosité du programme d'assurance-chômage. Dans son étude, Shaw mesurait cette variable en utilisant au numérateur des informations sur les prestations d'assurance-chômage hebdomadaires moyennes, le nombre de semaines de chômage indemnisées, le nombre moyen de chômeurs et, au dénominateur, les rémunérations hebdomadaires moyennes (Shaw, 1985, appendice 1 du chapitre 3, pages 181-82). Par conséquent, cette mesure se trouve à être fonction du taux de chômage et des rémunérations; deux variables déjà présentes dans le modèle d'émigration.

Notre nouvelle variable de générosité du programme d'assurance-chômage (UIGEN2_i) s'inspire de l'étude de Winer et Gauthier (1982). Elle est représentée par le ratio entre les transferts du gouvernement fédéral aux particuliers de chaque provinces sous formes de prestations d'assurance-chômage et la rémunération totale du travail des provinces. Contrairement à la variable précédente, UIGEN2 ne montre pas de problème de multicolinéarité aussi évident.

Enfin, afin de représenter la totalité des transferts du gouvernement fédéral aux provinces, nous introduisons la variable GRANT2_i qui représente les transferts du gouvernement fédéral aux

particuliers de chaque province (excluant les prestations d'assurance-chômage). Puisque les transferts du fédéral sont perçus directement par les particuliers, ils constituent une source supplémentaire de revenu qui augmente le revenu total des migrants potentiels, réduisant ainsi les coûts de la migration. La variable $GRANT_2_i$ est mesurée en proportion de la rémunération totale du travail de chaque province.

Ainsi, plutôt que d'avoir six variables pour représenter les facteurs institutionnels (trois exprimées à la province d'origine et trois à la province de destination), le modèle VI n'en compte que trois exprimées à la province d'origine seulement. Les variables $GRANT_i$, $UIGEN2_i$ et $GRANT2_i$.

V.5 Modèle VI : résultats de régressions

Les résultats de régressions du modèle VI sont présentés au tableau 6 (page 65). Dans l'ensemble le modèle VI semble donner des résultats plus satisfaisants que le modèle précédent. Le R^2 du modèle VI pour l'ensemble de la période étudiée se situe à 0,745 et les coefficients des variables portent les signes attendus et sont statistiquement significatifs, à l'exception du coefficient de la variable DS_i (nombre de mises en chantiers), comme c'était le cas dans les résultats précédents. L'hypothèse voulant que les facteurs institutionnels influence la décision des migrants est donc vérifiée.

Les coefficients de régressions des variables de la composante du marché du travail sont maintenant beaucoup plus en accord avec les résultats des modèles précédents. Cependant, comme pour les résultats du modèle V, la variable de chômage à la province d'origine ($UNEMP_i$) porte un coefficient de signe attendu et significatif contrairement aux résultats des autres modèles.

La composante institutionnelle du modèle VI donne également des résultats significatifs. Ainsi, les transferts du gouvernement fédéral aux provinces ($GRANT_i$) et aux particuliers ($GRANT2_i$), de même que la générosité du programme d'assurance-chômage ($UIGEN2_i$), ont des impacts négatifs sur l'émigration interprovinciale au Canada. D'après l'ordre de grandeur des coefficients (qui peuvent être associés à des élasticités) les transferts du fédéral aux particuliers auraient une incidence plus marquée que la générosité du programme d'assurance-chômage et des transferts aux provinces.

Analysons maintenant les résultats du modèle VI pour les périodes 1966-1971 et 1972-1985. D'abord notons que l'hypothèse voulant que les changements institutionnels des années 1970 aient une influence plus importante sur la migration interprovinciale après 1971 est vérifiée pour deux variables sur trois. Les résultats de régressions du modèle VI avant et après 1971 montrent que la générosité du programme d'assurance-chômage et

les transferts du gouvernement fédéral aux particuliers ont un effet négatif plus marqué sur les taux d'émigration après 1971, mais la variable de transferts du fédéral aux provinces montre plutôt un effet dissuasif moins important. Le résultat post-1971 de la variable des transferts du fédéral aux provinces s'explique peut-être par les coûts croissants des programmes auxquels ces transferts doivent être consacrés comme, par exemple, dans le secteur de la santé et de l'éducation. La croissance des coûts de ces programmes a peut-être été plus important que la croissance des transferts du fédéral, ou, les transferts du fédéral ne sont peut-être pas entièrement utilisés aux fins prévues par le gouvernement fédéral.

Cependant, nous notons que les coefficients des variables de la composante marché du travail du modèle VI se comportent exactement comme dans les modèles précédents. Les coefficients de régressions des variables portant un signe positif, et donc favorisant l'émigration, ont diminué après 1971, et les coefficients portant un signe négatif et qui retiennent les émigrants, les retiennent davantage après 1971. Ce qui voudrait dire que les facteurs institutionnels introduits au modèle VI ne seraient pas suffisants pour expliquer la baisse des taux d'émigration.

Pour évaluer avec plus de rigueur les changements des coefficients de régressions après 1971 nous avons réestimé le

modèle VI en y ajoutant des expressions du genre $T1 * DIST_{ij}$ pour chacune des variables du modèle, incluant la constante. Dans ce cas la variable T1 est une variable dichotomique prenant la valeur 1 à partir de 1972 et 0 autrement et représente une variable muette de déplacement qui agit à partir de 1972. Ainsi les coefficients de régressions des variables exprimées de façon habituelle estiment la valeur des coefficients pour la période 1966-1971, et les coefficients de régression des variables multipliées par la variable dichotomique T1 estiment la valeur des coefficients pour la période 1972-1985. Par conséquent la somme des deux coefficients ($DIST_{ij}$ et $T1 * DIST_{ij}$, par exemple) est identique à la valeur des coefficients du modèle VI pour l'ensemble de la période 1966-1985. Cette forme d'estimation nous permet de déterminer si le changement d'une période à l'autre de la valeur d'un coefficient de régression est significatif ou non, en se basant sur la valeur de la statistique "t" habituelle.

Les résultats sont présentés au modèle VII du tableau 7 (page 67). D'abord, notons que l'hypothèse selon laquelle les progrès technologiques des 1970 et 1980 auraient réduits les coûts de l'émigration est vérifiée par le résultat de la variable de distance. Le coefficient de régression de la variable de distance a significativement augmenté après 1971. Parmi les variables de la composante du marché du travail, la variable de rémunération exprimée à la province d'origine ($WAGE_i$), la

variable de croissance de l'emploi à la province d'origine ($EMPLOI_i$), et les deux variables de chômage ($UNEMP_i$ et $UNEMP_j$) ont subi des changements statistiquement significatifs. Dans le cas des variables $WAGE_i$ et $UNEMP_j$, elles retiennent davantage les émigrants dans leurs provinces d'origine après 1971, et les variables $UNEMP_i$ et $EMPLOI_j$ attirent moins les émigrants après 1971.

Les résultats du modèle VII pour les variables institutionnelles nous donnent des informations également intéressantes. D'abord, le résultat du modèle V qui montrait un effet moins négatif après 1971 du coefficient de régression de la variable des paiements de transferts aux provinces ($GRANT_i$) serait statistiquement significatif. De plus, la générosité croissante du programme d'assurance-chômage après 1971 n'aurait pas un effet négatif significativement plus marqué après 1971. Par contre, les transferts du gouvernement fédéral aux particuliers auraient un effet dissuasif sur l'émigration de façon beaucoup plus marquée après 1971. La valeur du coefficient de régression de la variable $GRANT2_i$ aurait plus que doublé entre 1971 et 1985, et ce, de façon statistiquement significative.

V.6 Conclusion

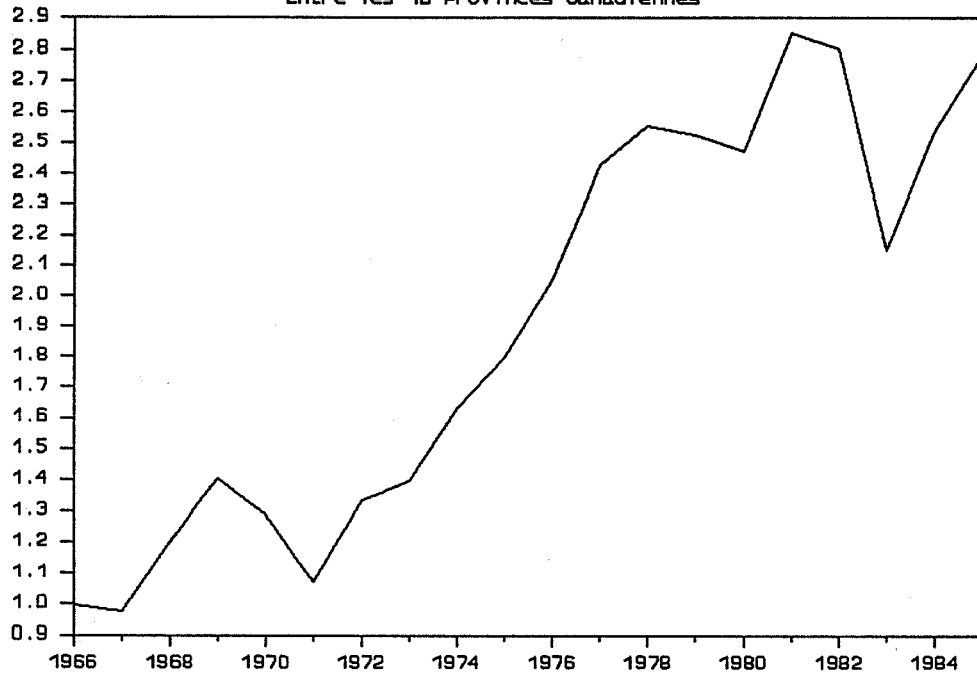
Ce chapitre s'est intéressé à l'analyse de l'effet des facteurs institutionnels sur les migrations. Plus précisément,

nous avons tenté de vérifier si le programme d'assurance-chômage et les transferts du fédéral aux provinces et aux particuliers pouvaient expliquer la baisse des taux d'émigration observée dans les années 1970 et 1980. Les résultats de la composante institutionnelle des modèles VI et VII nous ont permis de constater que les trois facteurs institutionnels que nous avons étudiés réduisaient effectivement l'émigration interprovinciale au Canada. De plus, les transferts du gouvernement fédéral aux particuliers réduisent d'avantage l'émigration interprovinciale après les modifications apportées à ceux-ci pendant les années 1970. Cependant, les facteurs institutionnels que nous avons analysés ne suffisent pas pour expliquer la baisse des taux d'émigration documentée au chapitre IV; notamment parce que les changements après 1971 dans les coefficients de régressions de la composante du marché du travail sont significatifs et toujours présents, même après l'introduction de la composante institutionnelle. Ce qui veut dire que d'autres facteurs, étrangers à ceux que nous avons analysés, sont responsables de ces changements de comportement des migrants vis à vis des variables du marché du travail depuis les années 1970.

Graphique 2

Mesure de Disparite des Taux de Chomage

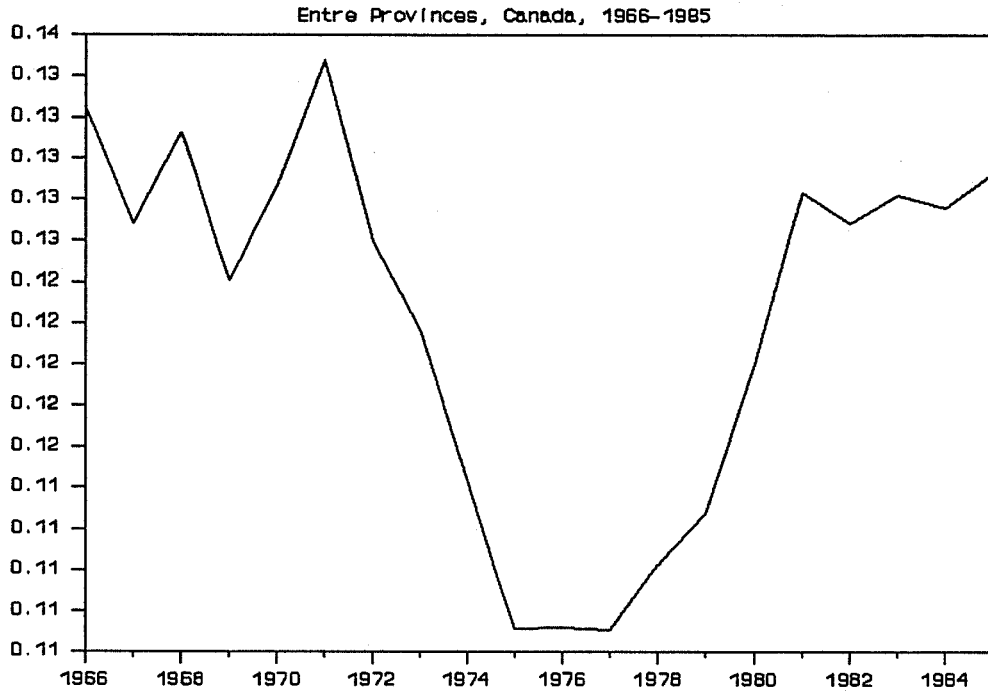
Entre les 10 Provinces Canadiennes



Sources: Statistiques chronologiques sur la population active,
Statistique Canada, publication no. 71-201

Graphique 3

Mesure de Dispersion des Salaires



Sources: Division du travail et statistiques chronologiques
sur la population active, Statistique Canada, données
publiées dans l'Annuaire du Canada et publication 71-210.

Tableau 4

Transferts Fédéraux aux Particuliers, en Pourcentage de la Rémunération du Travail,
10 Provinces Canadiennes et Canada, 1966-1985

	1966	1969	1972	1975	1978	1982	1985
Terre-Neuve	14.1	15.2	21.8	25.2	26.9	25.3	30.6
Ile du Prince-Edouard	22.5	24.4	28.7	29.4	29.6	30.4	34.2
Nouvelle-Ecosse	13.4	14.3	17.3	18.0	19.8	20.3	21.4
Nouveau-Brunswick	13.4	14.2	18.7	20.7	22.5	22.8	26.5
Québec	6.2	7.4	10.4	11.9	12.1	12.8	13.2
Ontario	6.3	6.6	8.1	9.0	8.5	9.5	9.3
Manitoba	9.8	9.8	12.3	11.3	13.2	13.9	15.8
Saskatchewan	13.0	14.5	17.3	14.8	14.9	15.2	18.3
Alberta	7.9	7.7	9.8	8.3	7.4	7.2	9.7
Colombie-Britannique	8.4	8.8	11.4	11.5	10.9	12.1	14.5
Canada	7.4	8.0	10.3	11.0	10.9	11.5	12.4

Sources: Comptes économiques provinciaux, Statistique Canada, publication no. 13-213

Tableau 5

Transferts du Gouvernement Fédéral aux Provinces par Habitant, 1966-1985
10 Provinces Canadiennes et Canada, (dollars de 1971)

	1966	1969	1972	1975	1978	1982	1985
Terre-Neuve	30	44	138	404	800	1749	2843
Ile du Prince-Edouard	23	34	102	308	669	1430	2540
Nouvelle-Ecosse	18	28	96	218	468	1069	1555
Nouveau-Brunswick	22	33	116	319	643	1435	2143
Québec	14	26	98	242	483	1158	1437
Ontario	10	19	81	166	249	707	839
Manitoba	10	17	69	78	216	627	1731
Saskatchewan	8	16	58	73	162	448	755
Alberta	7	12	69	67	123	554	1060
Colombie-Britannique	15	25	115	246	374	1078	1464
Canada	69	121	216	459	814	1652	2511

Sources: Comptes économiques provinciaux, Statistiques Canada, publication no. 13-213.
et Statistiques sur la population, publication no. 91-120.

Tableau 6

Modèles empiriques V et VI : résultats de régressions

	1966 - 1985		1966 - 1971		1972 - 1985	
	C.R	Valeur 't'	C.R	Valeur 't'	C.R	Valeur 't'
MODELE V						
Constante	-6.668	-	-9.414	-	-6.388	-
DISTij	-0.989	(-49.927)*	-1.167	(-35.819)*	-0.945	(-40.686)*
WAGEi	-0.022	(-0.093)	-1.077	(-2.972)*	1.018	(3.448)
WAGEj	1.669	(7.187)*	3.610	(10.009)*	0.799	(2.706)*
LANGUEi	-1.579	(-28.090)*	-1.463	(-14.862)*	-1.646	(-25.443)*
EMPLOIi	-0.213	(-4.433)*	-0.460	(-3.975)*	-0.144	(-2.812)*
EMPLOIj	0.393	(8.251)*	0.754	(6.535)*	0.329	(6.529)*
UNEMPi	0.323	(5.601)*	0.393	(4.103)*	0.209	(2.700)*
UNEMPj	0.124	(2.273)	0.043	(0.482)	0.098	(1.297)
DSi	0.192	(4.403)	0.142	(1.642)	0.040	(0.768)
DSj	0.266	(6.177)*	0.395	(4.702)*	0.057	(1.107)
GRANTi	-0.161	(-2.092)*	-0.288	(-1.728)*	0.179	(1.995)
GRANTj	-1.307	(-17.170)	-0.745	(-4.560)	-1.247	(-13.919)
UIGENi	0.941	(3.690)	-1.193	(-2.698)*	0.523	(1.396)
UIGENj	-1.113	(-4.369)	-1.097	(-2.523)	-2.644	(-7.072)
UIPROBi	-1.127	(-4.439)*	1.055	(2.534)	-0.776	(-2.048)*
UIPROBj	0.927	(3.662)*	1.204	(2.973)*	2.140	(5.655)
R Carré	0.792		0.853		0.793	
Valeur F	428.405		196.486		301.490	
Observations	1800		540		1260	
MODELE VI						
Constante	-6.612	-	-11.096	-	-5.992	-
DISTij	-0.955	(-43.833)*	-1.146	(-34.238)*	-0.902	(-33.591)*
WAGEi	-4.310	(-30.567)*	-4.059	(-15.144)*	-5.146	(-24.887)*
WAGEj	5.058	(35.903)*	5.412	(21.578)*	5.392	(29.487)*
LANGUEi	-1.862	(-27.611)*	-1.755	(-15.065)*	-1.875	(-23.199)*
EMPLOIi	-0.504	(-9.348)*	-0.604	(-4.784)*	-0.437	(-7.275)*
EMPLOIj	0.715	(14.568)*	1.067	(10.283)*	0.618	(11.179)*
UNEMPi	0.400	(6.723)*	0.545	(5.575)*	0.163	(1.997)*
UNEMPj	-0.419	(-8.697)*	-0.236	(-2.917)*	-0.462	(-7.898)*
DSi	0.167	(3.410)	0.047	(0.538)	0.190	(3.141)
DSj	0.461	(10.014)*	0.504	(6.148)*	0.308	(5.317)*
GRANTi	-0.518	(-6.710)*	-0.568	(-4.520)*	-0.249	(-2.442)*
UIGEN2i	-0.689	(-4.642)*	-3.391	(-6.268)*	-3.487	(-6.914)*
GRANT2i	-1.066	(-10.292)*	-0.508	(-2.865)*	-1.068	(-8.017)*
R Carré	0.745		0.842		0.719	
Valeur F	404.396		221.441		248.967	
Observations	1800		540		1260	

Note C.R. = coefficient de régression.

* = signe prévu et statistiquement significatif à 0.10

Sources: estimations de l'auteur.

Tableau 7

Modèle empirique VII : résultats de régressions

	1966 - 1985	
	C.R	Valeur 't'
MODELE VII		
Constante	-11.096	-
DIST _{ij}	-1.146	(-29.372)*
WAGE _i	-4.059	(-12.991)*
WAGE _j	5.412	(18.511)*
LANGUE _i	-1.755	(-12.924)*
EMPLOI _i	-0.604	(-4.104)*
EMPLOI _j	1.067	(8.821)*
UNEMP _i	0.545	(4.783)*
UNEMP _j	-0.236	(-2.502)*
DS _i	0.047	(0.462)
DS _j	0.504	(5.274)*
GRANT _i	-0.568	(-3.877)*
UIGEN2 _i	-3.391	(-5.377)*
GRANT2 _i	-0.508	(-2.458)*
T1	5.104	(4.021)*
T1*DIST _{ij}	0.244	(5.240)*
T1*WAGE _i	-1.087	(-2.948)*
T1*WAGE _j	-0.019	(-0.057)
T1*LANGUE _i	-0.120	(-0.766)
T1*EMPLOI _i	0.167	(1.059)
T1*EMPLOI _j	-0.449	(-3.409)*
T1*UNEMP _i	-0.382	(-2.770)*
T1*UNEMP _j	-0.226	(-2.069)*
T1*DS _i	0.144	(1.238)
T1*DS _j	-0.196	(-1.779)*
T1*GRANT _i	0.319	(1.817)*
T1*UIGEN2 _i	-0.096	(-0.121)
T1*GRANT2 _i	-0.560	(-2.313)*
R Carré	0.760	
Valeur F	404.396	
Observations	1800	

Note C.R. = coefficient de régression.

* = signe prévu et statistiquement significatif à 0.10

Sources: estimations de l'auteur.

VI CONCLUSION

Cette étude a tenté de vérifier si l'hypothèse avancée par Shaw dans une étude sur les migrations intermétropolitaines avec des données des recensements au Canada était valide au niveau des migrations interprovinciales avec des données du fichier des comptes des allocations familiales. Il s'agissait de vérifier si l'importance des variables économiques traditionnelles avaient diminué dans le temps, et si la croissance des interventions gouvernementales avait pris en partie la place des variables économiques traditionnelles dans l'explication de la mobilité du travail au Canada.

Dans le chapitre IV nos résultats montrent que le mobilité interprovinciale au Canada a diminué depuis les années 1970. Le taux de migration pour l'ensemble du Canada est passé de 1,85% de la population canadienne à 1,47% entre la période 1966-1970 et la période 1981-1985. Ils montrent également que les migrants ne se comportent plus de la même façon face aux variables économiques traditionnelles. Ces changements de comportements se traduisent par un sentiment d'appartenance des migrants à leur province d'origine plus marqué après 1971. Les facteurs économiques favorisant normalement l'émigration sont moins importants après 1971 alors que ceux retenant les émigrants dans leur province d'origine sont plus marqués.

Les facteurs institutionnels ont sans aucun doute influencé la mobilité interprovinciale au Canada. Les résultats du chapitre V montrent l'influence des facteurs institutionnels sur les migrations interprovinciales au Canada. Ainsi, la générosité du programme d'assurance-chômage, les paiements de transferts aux provinces et les transferts aux particuliers auraient des effets dissuasifs sur les taux d'émigration interprovinciaux. Par contre, seuls les transferts du gouvernement fédéral aux particuliers montraient un effet négatif significatif plus grand après 1971, mais le coefficient de cette variable aurait plus que doublé. Les résultats du chapitre V montrent également que les facteurs institutionnels analysés dans cette étude n'expliquent que partiellement les changements de comportement des migrants face aux facteurs économiques traditionnels. Les conclusions tirées des résultats des modèles du marché du travail du chapitre IV continuaient de s'appliquer même après l'introduction des facteurs institutionnels.

L'hypothèse de Shaw voulant que les facteurs économiques traditionnels expliquent une moins grande partie des migrations après les années 1970 n'est donc pas supportée par nos résultats. Les conclusions de Shaw étant fondées sur des résultats tantôt significatifs tantôt non-significatifs, il est possible que l'étude des migrations intermétropolitaines de Shaw n'ait capté que partiellement le phénomène que nous avons observé avec les données provinciales.

Les résultats obtenus dans notre étude pourraient remettre en cause le rôle de la mobilité de la main-d'oeuvre comme processus d'ajustement économique. Si des changements structurels se sont vraiment produits provoquant une baisse des taux d'émigration alors que les disparités économiques régionales continuent de s'accroître, nous sommes en droit de questionner le rôle de la mobilité interprovinciale pour réduire les disparités économiques régionales au Canada. Mais il faudrait peut-être d'abord identifier les facteurs qui ont causés ces changements.

L'identification des facteurs ayant provoqué les changements de comportement des migrants face aux variables économiques traditionnelles pourrait devenir un sujet de recherche important dans l'avenir. La baisse de la mobilité des travailleurs au Canada arrive au moment où la mobilité pourrait devenir un facteur important de l'ajustement économique des prochaines décennies. Le vieillissement de la population active que nous connaissons va probablement demander une adaptation plus grande de la part des travailleurs. Nous serons en présence de moins en moins de jeunes, qui normalement ont des taux de mobilité élevés, et de plus en plus de travailleurs âgés, qui sont moins mobiles que d'autres groupes de la population active. Or il est fort probable que la contribution au taux de chômage de ce dernier groupe de travailleurs augmente considérablement au cours des prochaines années. La nécessité d'une plus grande mobilité de ce

groupe croissant de travailleurs pourrait donc devenir un facteur important de l'ajustement économique futur.

ANNEXE 1. Définitions et sources de données des variables de l'analyse de régressions

Variable	Définition	Source de données
DISTij	Distance en kilomètres entre les principales villes canadiennes. Villes retenues: Terre-Neuve: Saint-Jean Île-du-Prince Édouard: Charlottetown Nouvelle-Écosse: Halifax Nouveau-Brunswick: Frédéricicton Québec: Montréal Ontario: Toronto Manitoba: Winnipeg Saskatchewan: Regina Alberta: Edmonton Colombie-Britannique: Vancouver	Guide de vacances familiales, Allmaps Canada Limited, 1986
DS	Nombre de mise en chantier dans la province "i"	Housing Starts and Completion, Statistique Canada, publication no. 64-002
EMPLOI	Croissance de l'emploi de la province "i" en milliers par rapport à l'année précédente.	Statistiques chronologiques sur la population active, Statistique Canada, publication no. 71-201.
GRANT	Montant des subventions du fédéral aux provinces divisé par la population de chaque province. Valeurs dégonflées en fonction de l'indice des prix à la consommation (1971=100).	Comptes économiques provinciaux, Statistiques Canada, publication no. 13-213.
GRANT2	Transferts du fédéral aux particuliers de la province "i" (autres que les transferts en prestations d'assurance-chômage) divisés par la rémunération totale du travail de la province "i". Valeurs non dégonflées en fonction de l'indice des prix à la consommation (1971=100)	Comptes économiques provinciaux, Statistique Canada, publication no.13-213.
LANGUE	Variable représentant l'aspect francophone du Québec. LANGUE _i est une variable dichotomique prenant la valeur 1 pour l'émigration en partance du Québec, et la valeur 0 autrement.	
TMij	Ratio entre la probabilité de migration de la province "i" à la province "j" (P _{ij}) et de la probabilité de non-	Données tirées des fichiers des allocations familiales. Matrice de migrations interprovinciales des enfants et des

migration des résidents de "i" (P_{ij}). TM_{ij} est obtenue adultes. Données de 1966 à 1980, Statistique Canada,

Variable	Définition	Source de données
TM_{ij}	en prenant le ratio entre la population migrante de "i" vers "j" sur la population non-migrante de "i" (population totale moins la population migrante).	publication no. 91-208. Données de 1981 à 1985, publication no. 91-210.
UIGEN	Indice de générosité du programme d'assurance-chômage (ratio). Numérateur: Montant hebdomadaire moyen des prestations d'assurance-chômage dans la province "i". Valeurs obtenues en multipliant (1)×(2)/(3). (1) Prestations d'assurance-chômage hebdomadaires moyennes par provinces. (2) Données sur le nombre total de semaines indemnisées par provinces. (3) Données sur le nombre de chômeurs.	Rapport statistique sur l'application de la loi sur l'assurance-chômage, Statistique Canada, publication 73-001 et 73-201. Statistique Canada, publication no. 73-001 et 73-201. Statistiques chronologiques sur la population active, Statistique Canada, publication no. 71-201. Voir WAGE.
UIGEN2	Dénominateur: Rémunération hebdomadaire moyenne par province. Les mesures de prestations et de rémunérations ne sont pas dégonflées en fonction de l'indice des prix à la consommation. Indice alternatif de générosité du programme d'assurance-chômage. UIGEN2 est obtenue en divisant les versements en assurance-chômage du fédéral aux particuliers de la province "i" par la rémunération totale du travail de la province "i". Les valeurs ne sont pas dégonflées en fonction de l'indice des prix à la consommation.	Comptes économiques provinciaux, Statistique Canada, publication no. 13-213.
UIPROB	Probabilité pour un chômeur de toucher des prestations d'assurance-chômage (ratio).	

Numérateur: Nombre total de semaines d'indemnisations par

Variable	Définition	Source de données
UIPROB	<p>provinces.</p> <p>Dénominateur: nombre total de semaines de chômage dans la province "i". Le nombre total de semaines de chômage est obtenu en multipliant le nombre total de chômeurs par 52 semaines</p>	<p>Rapport statistique sur l'application de la loi sur l'assurance-chômage, Statistique Canada, publication no. 73-001 et statistiques chronologiques sur la population active, publication no. 71-201.</p>
UNEMP	<p>Nombre de chômeurs par mille personnes de la population active dans la province "i".</p>	<p>Statistiques chronologiques sur la population active, Statistique Canada, publication no 73-201.</p>
WAGE	<p>Rémunération hebdomadaire moyenne de la province "i". Valeurs dégonflées en fonction de l'indice des prix à la consommation (1971=100).</p>	<p>Division du travail, Statistique Canada, données publiées dans l'Annuaire du Canada.</p>

ANNEXE 2. Statistiques des variables de l'analyse de régression.

Tableau A2.1 Moyennes, écarts et autres statistiques (1)

Variables	nb. obs	Moyenne	Écart type	Somme	Minimum	Maximum
TM _{i,j}	1800	0.00292	0.00383	5.25	0.00002	0.02109
DIST _{i,j}	1800	1880	1167	3384800	145	4586
WAGE _{i,j}	1800	449	402	809055	54	1520
LANGUE _i	1800	0.10	0.30	180	0.00	1.00
EMPLOI _{i,j}	1800	0.22	0.39	401	-1.45	1.61
UNEMP _{1,j}	1800	79	38	141831	15	214
DS _{i,j}	1800	21	10	37467	4	60
GRANT _{i,j}	1800	1125	1259	2024478	53	5930
UIGEN _{i,j}	1800	0.35	0.24	630.18	0.07	1.35
UIGEN _{2i,j}	1800	0.38	0.07	678.96	0.23	0.51
UIPROB _{i,j}	1800	0.10	0.04	187.38	0.04	0.22
GRANT _{2i,j}	1800	0.11	0.04	197.10	0.05	0.22

Sources: voir tableau Annexe 1

Tableau A2.2 Matrice des coefficients de corrélation

	DIST _i j	WAGE _i	WAGE _j	LANGUE _i	EMPLOI _i	EMPLOI _j	UNEMP _i	UNEMP _j	DS _i	DS _j
DIST _i j	1.00000 0.0000	0.02751 0.2434	0.02751 0.2434	-0.13234 0.0001	-0.04688 0.0468	-0.04688 0.0468	0.04037 0.0869	0.04037 0.0869	0.13021 0.0001	0.13021 0.0001
WAGE _i	0.02751 0.2434	1.00000 0.0000	0.96114 0.0001	-0.00208 0.9298	-0.08195 0.0005	-0.03518 0.1357	0.63658 0.0001	0.61402 0.0001	-0.32934 0.0001	-0.27336 0.0001
WAGE _j	0.02751 0.2434	0.96114 0.0001	1.00000 0.0000	0.01870 0.4278	-0.03518 0.1357	-0.08195 0.0005	0.61402 0.0001	0.63658 0.0001	-0.27336 0.0001	-0.32934 0.0001
LANGUE _i	-0.13234 0.0001	-0.00208 0.9298	0.01870 0.4278	1.00000 0.0000	0.17943 0.0001	-0.01994 0.3979	0.10087 0.0001	-0.01121 0.6347	-0.08624 0.0002	0.00958 0.6846
EMPLOI _i	-0.04688 0.0468	-0.08195 0.0005	-0.03518 0.1357	0.17943 0.0001	1.00000 0.0000	0.07592 0.0013	-0.26713 0.0001	-0.03039 0.1976	0.28643 0.0001	0.04449 0.0591
EMPLOI _j	-0.04688 0.0468	-0.03518 0.1357	-0.08195 0.0005	-0.01994 0.3979	0.07592 0.0013	1.00000 0.0000	-0.03039 0.1976	-0.26713 0.0001	0.04449 0.0591	0.28643 0.0001
UNEMP _i	0.04037 0.0869	0.63658 0.0001	0.61402 0.0001	0.10087 0.0001	-0.26713 0.0001	-0.03039 0.1976	1.00000 0.0000	0.41313 0.0001	-0.32740 0.0001	-0.11014 0.0001
UNEMP _j	0.04037 0.0869	0.61402 0.0001	0.63658 0.0001	-0.01121 0.6347	-0.03039 0.1976	-0.26713 0.0001	0.41313 0.0001	1.00000 0.0000	-0.11014 0.0001	-0.32740 0.0001
DS _i	0.13021 0.0001	-0.32934 0.0001	-0.27336 0.0001	-0.08624 0.0002	0.28643 0.0001	0.04449 0.0591	-0.32740 0.0001	-0.11014 0.0001	1.00000 0.0000	0.22464 0.0001
DS _j	0.13021 0.0001	-0.27336 0.0001	-0.32934 0.0001	0.00958 0.6846	0.04449 0.0591	0.28643 0.0001	-0.11014 0.0001	-0.32740 0.0001	0.22464 0.0001	1.00000 0.0000
GRANT _i	-0.02819 0.2320	0.83298 0.0001	0.73979 0.0001	-0.04703 0.0461	-0.22144 0.0001	-0.04218 0.0736	0.74435 0.0001	0.52022 0.0001	-0.41247 0.0001	-0.25611 0.0001
GRANT _j	-0.02819 0.2320	0.73979 0.0001	0.83298 0.0001	0.00523 0.8247	-0.04218 0.0736	-0.22144 0.0001	0.52022 0.0001	0.74435 0.0001	-0.25611 0.0001	-0.41247 0.0001
UIGEN _i	-0.04321 0.0669	0.68092 0.0001	0.56923 0.0001	-0.08136 0.0006	-0.23955 0.0001	-0.04534 0.0544	0.70072 0.0001	0.44822 0.0001	-0.36650 0.0001	-0.13381 0.0001
UIGEN _j	-0.04321 0.0669	0.56923 0.0001	0.68092 0.0001	0.00904 0.7015	-0.04534 0.0544	-0.23955 0.0001	0.44822 0.0001	0.70072 0.0001	-0.13381 0.0001	-0.36650 0.0001
UIGEN2 _i	-0.06583 0.0052	0.31978 0.0001	0.25359 0.0001	-0.08598 0.0003	-0.09095 0.0001	0.07354 0.0018	0.32983 0.0001	0.33653 0.0001	0.07367 0.0018	0.20036 0.0001
UIGEN2 _j	-0.06583 0.0052	0.25359 0.0001	0.31978 0.0001	0.00955 0.6854	0.07354 0.0018	-0.09095 0.0001	0.33653 0.0001	0.32983 0.0001	0.20036 0.0001	0.07367 0.0018
UIPROB _i	-0.03853 0.1023	-0.01813 0.4421	-0.12437 0.0001	-0.12133 0.0001	-0.30311 0.0001	0.01423 0.5462	0.37909 0.0001	-0.05890 0.0124	-0.34884 0.0001	0.06300 0.0075
UIPROB _j	-0.03853 0.1023	-0.12437 0.0001	-0.01813 0.4421	0.01348 0.5676	0.01423 0.5462	-0.30311 0.0001	-0.05890 0.0124	0.37909 0.0001	0.06300 0.0075	-0.34884 0.0001
GRANT2 _i	-0.05129 0.0296	0.07917 0.0008	-0.05016 0.0333	-0.32227 0.0001	-0.48452 0.0001	0.05516 0.0193	0.28493 0.0001	0.03100 0.1887	-0.33224 0.0001	0.04235 0.0724
GRANT2 _j	-0.05129 0.0296	-0.05016 0.0333	0.07917 0.0008	0.03581 0.1289	0.05516 0.0193	-0.48452 0.0001	0.03100 0.1887	0.28493 0.0001	0.04235 0.0724	-0.33224 0.0001

Tableau A2.2 (fin)

	GRANTi	GRANTj	UIGENi	UIGENj	UIGEN2i	UIGEN2j	UIPROBi	UIPROBj	GRANT2i	GRANT2j
DISTij	-0.02819 0.2320	-0.02819 0.2320	-0.04321 0.0669	-0.04321 0.0669	-0.06583 0.0052	-0.06583 0.0052	-0.03853 0.1023	-0.03853 0.1023	-0.05129 0.0296	-0.05129 0.0296
WAGEi	0.83298 0.0001	0.73979 0.0001	0.68092 0.0001	0.56923 0.0001	0.31978 0.0001	0.25359 0.0001	-0.01813 0.4421	-0.12437 0.0001	0.07917 0.0008	-0.05016 0.0333
WAGEj	0.73979 0.0001	0.83298 0.0001	0.56923 0.0001	0.68092 0.0001	0.25359 0.0001	0.31978 0.0001	-0.12437 0.0001	-0.01813 0.4421	-0.05016 0.0333	0.07917 0.0008
LANGUEi	-0.04703 0.0461	0.00523 0.8247	-0.08136 0.0006	0.00904 0.7015	-0.08598 0.0003	0.00955 0.6854	-0.12133 0.0001	0.01348 0.5676	-0.32227 0.0001	0.03581 0.1289
EMPLOIi	-0.22144 0.0001	-0.04218 0.0736	-0.23955 0.0001	-0.04534 0.0544	-0.09095 0.0001	0.07354 0.0018	-0.30311 0.0001	0.01423 0.5462	-0.48452 0.0001	0.05516 0.0193
EMPLOIj	-0.04218 0.0736	-0.22144 0.0001	-0.04534 0.0544	-0.23955 0.0001	0.07354 0.0018	-0.09095 0.0001	0.01423 0.5462	-0.30311 0.0001	0.05516 0.0193	-0.48452 0.0001
UNEMPi	0.74435 0.0001	0.52022 0.0001	0.70072 0.0001	0.44822 0.0001	0.32983 0.0001	0.33653 0.0001	0.37909 0.0001	-0.05890 0.0124	0.28493 0.0001	0.03100 0.1887
UNEMPj	0.52022 0.0001	0.74435 0.0001	0.44822 0.0001	0.70072 0.0001	0.33653 0.0001	0.32983 0.0001	-0.05890 0.0124	0.37909 0.0001	0.03100 0.1887	0.28493 0.0001
DSi	-0.41247 0.0001	-0.25611 0.0001	-0.36650 0.0001	-0.13381 0.0001	0.07367 0.0018	0.20036 0.0001	-0.34884 0.0001	0.06300 0.0075	-0.33224 0.0001	0.04235 0.0724
DSj	-0.25611 0.0001	-0.41247 0.0001	-0.13381 0.0001	-0.36650 0.0001	0.20036 0.0001	0.07367 0.0018	0.06300 0.0075	-0.34884 0.0001	0.04235 0.0724	-0.33224 0.0001
GRANTi	1.00000 0.0000	0.67275 0.0001	0.90276 0.0001	0.53625 0.0001	0.40370 0.0001	0.26182 0.0001	0.33959 0.0001	-0.06626 0.0049	0.38865 0.0001	0.02193 0.3523
GRANTj	0.67275 0.0001	1.00000 0.0000	0.53625 0.0001	0.90276 0.0001	0.26182 0.0001	0.40370 0.0001	-0.06626 0.0049	0.33959 0.0001	0.02193 0.3523	0.38865 0.0001
UIGENi	0.90276 0.0001	0.53625 0.0001	1.00000 0.0000	0.47807 0.0001	0.58152 0.0001	0.38678 0.0001	0.60316 0.0001	-0.03481 0.1398	0.52798 0.0001	0.00872 0.7117
UIGENj	0.53625 0.0001	0.90276 0.0001	0.47807 0.0001	1.00000 0.0000	0.38678 0.0001	0.58152 0.0001	-0.03481 0.1398	0.60316 0.0001	0.00872 0.7117	0.52798 0.0001
UIGEN2i	0.40370 0.0001	0.26182 0.0001	0.58152 0.0001	0.38678 0.0001	1.00000 0.0000	0.79060 0.0001	0.25460 0.0001	0.06294 0.0076	0.40571 0.0001	0.03077 0.1920
UIGEN2j	0.26182 0.0001	0.40370 0.0001	0.38678 0.0001	0.58152 0.0001	0.79060 0.0001	1.00000 0.0000	0.06294 0.0076	0.25460 0.0001	0.40571 0.1920	0.03077 0.0001
UIPROBi	0.33959 0.0001	-0.06626 0.0049	0.60316 0.0001	-0.03481 0.1398	0.25460 0.0001	0.06294 0.0076	1.00000 0.0000	-0.01950 0.4084	0.63815 0.0001	-0.05447 0.0208
UIPROBj	-0.06626 0.0049	0.33959 0.0001	-0.03481 0.1398	0.60316 0.0001	0.06294 0.0076	0.25460 0.0001	-0.01950 0.4084	1.00000 0.0000	-0.05447 0.0208	0.63815 0.0001
GRANT2i	0.38865 0.0001	0.02193 0.3523	0.52798 0.0001	0.00872 0.7117	0.40571 0.0001	0.03077 0.1920	0.63815 0.0001	-0.05447 0.0208	1.00000 0.0000	-0.08854 0.0002
GRANT2j	0.02193 0.3523	0.38865 0.0001	0.00872 0.7117	0.52798 0.0001	0.03077 0.1920	0.40571 0.0001	-0.05447 0.0208	0.63815 0.0001	-0.08854 0.0002	1.00000 0.0000

Sources: calculs de l'auteur.

Note 1: Le deuxième chiffre sous le coefficient de corrélation est l'écart type.

Notes

1. Pour une discussion plus approfondie, voir Courchene (1970) et Shaw (1985).

2. Nous préférons ne pas émettre d'hypothèses relativement aux variables institutionnelles exprimées à la région de destination n'étant pas convaincus du rôle de ces variables dans l'explication des migrations interrégionales. Contrairement aux rémunérations nous ne croyons pas que le niveau des prestations d'assurance-chômage dans les provinces de destination puissent attirer les migrants. Toutefois, l'estimation du modèle V de l'étude de Shaw (1985) dans le chapitre cinq de notre étude nous amènerons à les considérer. Shaw testait alors les hypothèses voulant que la migration de "i" vers "j" soit positivement reliée au niveau des paiements de transferts et à la générosité du programme d'assurance-chômage dans les région de destination.

3. Les modèles VI et VII de l'étude de Shaw comprennent les variables du modèle V plus quelques variables socio-économiques comme le taux de criminalité, la quantité de neige tombée annuellement et le nombre d'immigrants étrangers. Par conséquent, ces deux modèles sont moins pertinents pour notre étude.

4. Shaw (1985, pages 105-106) estimait que cette dernière était largement plus significative que plusieurs autres alternatives.

5. Les valeurs de la variable EMPLOI ont été divisé par 10000 afin d'obtenir des coefficients de régressions d'un ordre de grandeur lisible et comparable aux autres coefficients. Ceci ne change en rien les résultats.

6. Un coefficient de régression sera considéré significatif lorsque la valeur de la statistique "t" est significative à 0.10.

7. La mesure de disparité des taux de chômage provinciaux (D) consiste à calculer l'écart type des taux de chômage provinciaux au taux de chômage national pondéré par la proportion de la population active que chaque province représente dans la population active canadienne totale (Gordon, 1967, pages 109-114).

$$D = \left[\sum_{i=1}^{10} L_i / L * (U_i - U)^2 \right]^{1/2}$$

D = mesure de disparité des taux de chômage
i = province i

L_i = population active de la province i
 L = population active total (Canada)
 U_i = taux de chômage de la province i
 U = taux de chômage national

8. À cet effet, Winer et Gauthier (1982, page 78-82) évaluaient que le programme d'assurance-chômage, les paiements de péréquations et les paiements de transferts aux particuliers avaient des effets nets dissuasifs sur les mouvements migratoires, notamment pour l'émigration des provinces de l'Atlantique.

BIBLIOGRAPHIE

- Boadway, R. et F. Flatters (1982), Une analyse économique de la péréquation, (Ottawa : Conseil économique du Canada).
- Courchene, J.T. (1970), "Interprovincial Migration and Economic adjustment", Revue canadienne d'Économie, vol.III, no.4, pp. 550-576.
- Cousineau, J.M., (1979). "La mobilité Interprovinciale de la main-d'oeuvre au Canada : le cas de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick", L'Actualité Économique, vol.55, no.4 pp.501-515.
- Gordon, R.A., (1967), The Goal of Full Employment, (New York: Wiley).
- McInnis, R.M., (1969), "Provincial Migration and Differential Economic Opportunity", dans L.O. Stone, Migration in Canada, (Ottawa : Imprimeur de la Reine) pp. 131-202.
- McInnis, R.M., (1971), "Age, Education and Occupational Differentials in Interregional Migration : Some Evidence for Canada", Demography, vol. 8, pp. 195-204.
- Shaw, R.P., (1985), Migrations Intermétropolitaines au Canada: Évolution des Causes au Cours de Trois Décennies, Statistiques Canada, no. cat., 89-504-F.
- Sjaastad, L.A., (1962), "The Costs and Returns of Human Migration", Journal of Political Economy, vol. 70, pp.80-93.
- Vanderkamp, J., (1970), "The Effects of Out-Migration on Regional Employment", Canadian Journal of Economics, vol. 3, pp. 541-49.
- Vanderkamp, J., (1971). "Migration Flows, Their Determinants and the Effects of Return Migration", Journal of Political Economy, vol. 79, pp. 1012-32.
- Winer, S.L. et D. Gauthier (1983), Les Migrations Internes et la Structure Budgétaire d'un État Fédéral, (Ottawa : Conseil économique du Canada).